

ENTRETIEN AVEC ERDOGAN :

Des propos attribués au Président Tebboune sur l'histoire de l'Algérie sortis de leur contexte

P. 24

ARMÉE

Le général-major Chanegriha en visite de travail à la 6^e RM à Tamanrasset

P. 24

PALESTINE-LIGUE ARABE

L'Algérie réitère son soutien "inconditionnel" au peuple palestinien

P. 24

VISITE DU PRESIDENT TUNISIEN A ALGER

Une opportunité pour intensifier les relations économiques

Pour sa première sortie diplomatique, le président tunisien est venu hier à Alger, évoquer avec son homologue algérien Abdelmajid Tebboune, les questions internationales et régionales qui constituent un motif de souci pour la sécurité de la région, notamment la crise en Libye et la question Palestinienne. Une opportunité également d'entrevoir les modalités de dynamiser la coopération économique entre les deux pays qui, certes connaît une évolution, mais demeure en deçà des excellentes relations politiques ainsi que des attentes des deux peuples frères.

DKnews



FORMATION PROFESSIONNELLE

Près de 13.000 nouvelles places pédagogiques à Alger pour la session de février 2020

P. 4

INDUSTRIE

Le FCE préoccupé du sort de la filière électronique et électroménager en Algérie

P. 5

DIFFICULTÉS FINANCIÈRES DE L'ENIEM TIZI-OUZOU :

Un premier crédit de 1,1 milliard de DA débloqué

P. 5

SANTÉ

Le sommeil des ados, un vrai casse-tête

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE DES CHAMPIONS (DERNIÈRE JOURNÉE/ GROUPE D):

La JS Kabylie l'emporte pour l'honneur devant l'ES Tunis (1-0)

P. 22



CULTURE :

Institution «prochaine ment» d'un festival de poésie en l'honneur de Cherif Kheddam

P. 16

MDN

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE

Saisie de 117 kgs de kif traité à Tlemcen

P. 24

ANP/COMMUNICATION

Bechar : Portes ouvertes sur la Garde républicaine



Les missions et les modalités d'enrôlement au sein de la Garde républicaine sont au centre des "Portes Ouvertes" sur ce corps d'arme, dont le coup d'envoi a été donné hier au Centre d'Information territorial de la 3ème Région militaire à Bechar. Ouverte par le colonel Ramdane Omar, directeur régional de la communication, de l'information et de l'orientation de la 3ème RM, en présence des autorités de la wilaya, cette manifestation vise à permettre aux citoyens de prendre connaissance des différentes unités de la Garde républicaine, afin de se familiariser avec ses différentes missions et spécialités. Elle a pour but aussi de mettre en exergue l'image honorable de l'armée nationale populaire (ANP), en mettant en avant les réalisations accomplies dans le cadre du développement et de la modernisation de ce corps d'arme et la consolidation des liens ANP-Nation, a indiqué un communiqué de presse de la Garde républicaine.

Des stands dédiés aux différentes spécialités de la Garde républicaine, à savoir la musique militaire, l'équitation, la protection des institutions souveraines de l'Etat, en plus d'expositions de documents -photographiques sur les différentes phases historiques de ce corps d'arme et de projections de films-documentaires mettant en reliefs les missions et les activités de la Garde républicaine, sont mis en place pour les visiteurs à l'occasion de ces "Portes Ouvertes".

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

6 décès et 8 blessés en 24 heures selon la Protection civile

Six (6) personnes sont décédées et huit (8) autres ont été blessées dans six (6) accidents de la circulation survenus à travers le territoire national, durant les dernières 24 heures, a indiqué hier, un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Sidi Bel Abbès avec 02 personnes décédées et 03 autres blessées, suite à une collision entre un véhicule léger et un camion sur la RN N 59, commune Sidi Khaled daïra Sidi Lahcen", précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 08 personnes incommodées par le monoxyde de carbone (Co) émanant des appareils de chauffage et chauffe-bains dans leurs domiciles au niveau des wilayas de Naâma et de Relizane, est-il ajouté. En outre, d'autres interventions pour l'extinction de 06 incendies urbains, industriels et divers à Alger, Tamanrasset, Constantine, Tiaret et Khenchela ont été enregistrés. L'accident survenu à Tiaret a causé des brûlures à 06 personnes (1er et 2ème degrés), suite à un incendie qui s'est déclaré dans une habitation au domaine El-Ghouti, commune Tiaret. Les victimes ont été traitées sur place puis transférées vers l'hôpital local. A souligner enfin, que 05 personnes ont été incommodées par la fumée au niveau de la wilaya de Constantine suite à un incendie qui s'est déclaré dans un appartement au lieu-dit Massinissa commune d'El-Khroub, conclut le communiqué.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

Saisie de 117 kilogrammes de kif traité à Tlemcen (MDN)

Un total de 117 kilogrammes de kif traité a été saisi, samedi à Tlemcen, par des Gardes-frontières, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des Gardes-frontières "ont saisi, le 1er février 2020 à Tlemcen/2eRM, 117 kilogrammes de kif traité, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi 11.980 kilogrammes de la même substance à Tébessa/5eRM", a précisé la même source.

D'autre part, des détachements de l'ANP ont arrêté, à In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar/6eRM, neuf individus et saisi une tonne de tabac, trois groupes électrogènes et trois marteaux piqueurs, alors que des éléments de la Gendarmerie nationale ont intercepté quatre individus et saisi cinq fusils de chasse à M'silla, Rélizane et El-Tarf, a ajouté la même source.

BOUMERDÈS

Un mort et 6 blessés dans un accident de la route sur l'autoroute Est-Ouest à Larbatache

Une personne a trouvé la mort et six (6) autres ont été légèrement blessées dans un accident de la route survenu dans la nuit de samedi à dimanche sur l'autoroute Est-Ouest à Larbatache (Boumerdes), a-t-on appris auprès de la Protection civile.

L'accident est survenu vers 4h12 sur l'autoroute Est-Ouest, dans la commune de Larbatache au niveau de la localité de Ouled Ouali, suite au télescopage d'un bus de voyageurs Guelma-Alger et d'un semi-remorque qui roulait dans le même couloir, a précisé le chargé de la cellule de communication de la Protection civile, le lieutenant Bouchachi Hocine, dans une déclaration à l'APS.

Après l'intervention des éléments de la Protection civile de la commune de Larbatache, appuyés par l'unité principale de Boumerdes et de l'unité de Boudouaou, les six (6) blessés qui étaient dans le bus ont été transférés vers les services hospitaliers de Khemis El-Khechna, Rouiba et Boumerdes pour y recevoir les premiers soins.

Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de l'accident, selon la même source.

TÉBESSA

Dénombrement de 16 espèces d'oiseaux migrateurs dans les zones humides



Seize (16) espèces d'oiseaux migrateurs ont été dénombrées par la Conservation des forêts de la wilaya de Tébessa lors de l'inventaire hivernal effectué dans les différentes zones humides de la wilaya, a indiqué hier le chef de service de la protection de la faune et de la flore à la Conservation des forêts, Mounir Smida.

"Une augmentation dans le nombre des espèces a été enregistrée cette année par rapport à l'année 2018", a précisé à l'APS la même source, soulignant que 10 espèces ont été dénombrées en marge de la célébration de la Journée mondiale des zones humides (2 février de chaque année), organisée cette année au niveau de la retenue collinaire "Sem El-Brika" à El-Kouif. Un nombre important de canards souchet et de canards colvert, de l'erismature à tête blanche et le fuligule nyroca qui sont des espèces rares et plus de 500 individus du foulque macroule ont été inventoriés à cette occasion, a ajouté M. Smida. Aussi, plusieurs individus du grand cormoran, grèbe castagneur et le sarcelle d'hiver, ont-ils été également observés, a ajouté le même responsable, soulignant que cette opération de dénombrement a permis d'inventorier 765 oiseaux de diverses espèces dans six zones humides.

"Le recensement hivernal des oiseaux migrateurs, effectué annuellement par la conservation des forêts, s'inscrit dans le cadre du suivi périodique des déplacements et de la croissance de ces oiseaux", a fait savoir la même source, soulignant que cette opération représente "un indicateur important pour déterminer la biodiversité dans chaque région". Il a révélé également que tous les moyens matériels, humains et techniques nécessaires sont mobilisés pour assurer le bon déroulement de l'opération de dénombrement hivernal de ces espèces. Des écoliers ont participé, dans le cadre de cet événement, à une opération de plantation d'arbustes, ont indiqué des responsables de la conservation des forêts, ajoutant que la wilaya de Tébessa compte six zones humides artificielles, dont le barrage de Ouedjet Mellag (Ouanza) et le barrage de Safsaf (Safsaf El-Ouesra), ainsi que quatre retenues collinaires dans les communes de Bekaria, Ain Zarga et El-Kouif.

OUARGLA

La peine maximale à perpétuité prononcée dans une affaire d'homicide volontaire

La peine maximale a été prononcée hier par le tribunal criminel d'appel d'Ouar gla à l'encontre de L. R., (29 ans), condamné pour homicide volontaire avec préméditation.

Le tribunal a acquitté, dans la même affaire, trois autres individus, les nommes H. R. (31 ans), K. Ch. (26 ans) et A. R., (26 ans), pour non confirmation des charges à leur encontre, à savoir la non dénonciation de crime et la non-assistance à personne en danger.

L'affaire remonte au mois de septembre de l'année 2018, suite à une violente altercation verbale entre le mis en cause L. R. et la victime (T. B.) dans la localité d'El-Hedjira, avant que le premier ne se presse chez lui et ramener un couteau avec lequel il assènera quatre coups à la victime, au cou et au dos.

Evacuée à l'hôpital d'El-Hedjira, la victime a succombé à ses graves blessures. Le représentant du ministère public s'est appuyé sur la préméditation de l'acte, pour requérir la peine capitale à l'encontre du principal accusé, et des peines de quatre années de prison ferme, assortie d'une amende de 100.000 DA, pour chacune des trois autres personnes impliquées dans cette affaire.

DÉCÈS

Le moudjahid Benguesmia Chadly Mohammed n'est plus

Le moudjahid Benguesmia Chadly Mohammed est décédé hier matin à son domicile à Oran à l'âge de 77 ans suite à une longue maladie, a-t-on appris de sa famille.

Le moudjahid Benguesmia Chadly Mohammed fut l'un des fidaï connus, ayant activé dans la guerre de Libération nationale à Oran.

Issu d'une famille révolutionnaire, dont l'oncle Benguesmia Chadly Djillali dit "Si Abdemhamid" était l'une des figures marquantes des fidaï d'Oran.

Le défunt s'est consacré après le recouvrement de l'indépendance à l'action politique et culturelle locale en assumant plusieurs responsabilités électorales à l'assemblée populaire communale d'Oran ainsi que ses contributions à la mise en valeur du patrimoine culturel de la ville.

La dépouille du défunt a été inhumée, le jour même après la prière d'El Asr, au cimetière d'Ain El Beida d'Oran.

SAÏDA

2 ans de prison dont un an avec sursis contre un juge et un autre accusé dans une affaire de corruption

Le tribunal de Hassassna (Saïda) a prononcé hier une peine de deux ans de prison dont 12 mois avec sursis à l'encontre d'un juge et un autre accusé pour "corruption, escroquerie et participation à l'acceptation d'un avantage indu". Les faits remontent au 28 septembre dernier à Saïda, lorsqu'une femme avait déposé une plainte auprès des services de la sûreté contre une personne qui l'avait appelée pour lui proposer son intervention en sa faveur dans une affaire de vols multiples ayant affecté sa maison (la victime), en échange de lui remettre un montant de 100.000 DA.

La victime a exprimé avoir accepté la proposition et a remis une partie du montant, où les deux parties se sont convenues de le fournir à une tierce personne qui les attendait à bord d'un véhicule à Saïda.

Les policiers ont arrêté ladite personne après que la victime était montée avec elle dans son véhicule, où il s'est avéré qu'il s'agit d'un juge exerçant au niveau du tribunal de Saïda. Une somme de 20.000 DA a été retrouvée à l'intérieur du véhicule, que la victime avait copiée et enregistré ses numéros de série pour les transmettre aux agents enquêteurs. L'enquête a abouti à l'arrestation du deuxième suspect résidant dans la commune de Mamounya (Mascara), impliqué dans l'affaire, pour escroquerie et participation à l'acceptation d'un avantage indu. Le représentant du ministère public a requis une peine de sept ans de réclusion criminelle contre les deux prévenus.

ALGÉRIE-TUNISIE

Le Président Tebboune s'entretient en tête-à-tête avec son homologue tunisien

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune s'est entretenu, hier à Alger, en tête à tête avec son homologue tunisien, Kais Saïed qui effectue une visite d'Etat en Algérie.

Le Président tunisien est arrivé dans la matinée en Algérie pour une visite d'Etat, à l'invitation du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Lors de cette visite, les deux chefs d'Etat ont eu des entretiens sur les voies et moyens de coopération entre les deux pays frères, et ont évoqué les situations internationale et régionale, particulièrement en Libye et en Palestine occupée.

Les entretiens Tebboune-Saïed élargis aux membres des deux délégations

Les entretiens entre le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et son homologue tunisien, Kais Saïed, ont été élargis hier à Alger aux membres des deux délégations.

Ont pris part à ces entretiens, côté algérien, le directeur de cabinet à la Présidence de la République, Noureddine Ayadi et le ministre conseiller à la communication, porte-parole officiel de la Présidence,



Belaïd Mohand Oussaïd. Côté tunisien, les membres de la délégation accompagnant M. Saïed ont assisté à ces entretiens.

Le Président tunisien est arrivé dans la matinée en Algérie pour une visite d'Etat, à l'invitation du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Selon un communiqué de la présidence de la République, les deux chefs d'Etat ont eu, lors de cette visite, des entretiens sur les voies et moyens de coopération entre les deux pays frères, et ont évoqué les situations internationale

et régionale, particulièrement en Libye et en Palestine occupée.

Le Président tunisien se recueille à la mémoire des martyrs de la guerre de Libération nationale

Le président tunisien, Kais Saïed s'est recueilli, hier au sanctuaire des Martyrs à Alger, à la mémoire des chouhada de la guerre de Libération nationale. Accompagné du ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, le Président tunisien a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative, observé une minute de

silence et récité la Fatiha du Saint Coran à la mémoire des martyrs de la Révolution. A cette occasion, le président tunisien a effectué une visite au Musée national du Moudjahid où il a reçu d'amples explications sur les différentes étapes de l'histoire de l'Algérie entre 1830 et 1962. Après avoir signé le livre d'or, le président Kais Saïed a reçu le Bouclier du musée. Le Président tunisien est arrivé dans la matinée en Algérie pour une visite d'Etat, à l'invitation du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

COOPÉRATION ALGÉRO-TUNISIENNE Des relations économiques en deçà de l'excellence des relations politiques

Les relations économiques entre l'Algérie et la Tunisie ont connu ces dernières années une nette amélioration, se traduisant par une hausse des échanges commerciaux et des investissements, mais restent en deçà de l'excellence des relations politiques qui relient ces deux pays frères.

La visite d'Etat qu'a effectuée hier le président tunisien Kais Saïed en Algérie, à l'invitation du président Abdelmadjid Tebboune, fut certes l'occasion pour les deux pays de se concentrer sur les questions régionales d'intérêt commun, notamment la situation en Libye et en Palestine, mais également une opportunité pour échanger sur les voies et moyens de développer la coopération économique bilatérale.

L'Algérie, qui a toujours été aux côtés de la Tunisie et du peuple tunisien, en soutenant ce pays voisin au moment où il traversait une situation économique difficile, est reliée par un accord commercial préférentiel avec ce voisin de l'Est. Grâce à la signature de cet accord en décembre 2008 et l'adhésion de l'Algérie à la Grande zone arabe de libre échange en janvier 2009, les échanges commerciaux entre les deux pays ont enregistré une augmentation substantielle.

Selon les statistiques des Douanes algériennes portant sur le commerce extérieur durant les 11 premiers mois de l'année 2019, l'Algérie a exporté vers la Tunisie un peu plus d'un (1) milliard de

dollars, un chiffre en progression de 13 % par rapport à la même période en 2018.

Les exportations algériennes vers la Tunisie sont constituées essentiellement des hydrocarbures et dérivés. Quand aux importations provenant de ce pays voisin, elle ont avoisiné les 400 millions de dollars (en hausse de 3,7 % par rapport à 2018), comprennent, entre autres, des produits de l'agroalimentaire, des équipements industriels, du textile et de l'habillement.

Cependant, les exportations algériennes vers la Tunisie ont atteint à peine 3% des exportations globales de l'Algérie durant les 11 premiers mois de 2019 (32,62 milliards de dollars), tandis que ses importations à partir de ce pays représentaient 1% de ses importations globales durant la même période (38,37 milliards de dollars). D'après les données du Centre national du registre de commerce (CNRC), 763 sociétés tunisiennes opèrent actuellement en Algérie dans divers secteurs, dont l'industrie, les services, l'ingénierie, les TIC, la distribution et la communication.

Les investissements communs ont également connu une croissance soutenue notamment dans le secteur énergétique, avec une série d'accords signés pour le renforcement du partenariat énergétique. Ces accords portent notamment sur l'augmentation de la capacité d'interconnexion électrique,

l'augmentation de la quantité de GPL (Gaz de pétrole Liquéfié) exportée vers la Tunisie et l'approvisionnement des régions frontalières en gaz algérien. La coopération énergétique s'est, en outre, élargie aux activités de prospection et de production des hydrocarbures entre la société nationale Sonatrach et l'Entreprise tunisienne des activités pétrolières (ETAP). Une commission bilatérale, réunie à Alger en 2017, avait convenu de renforcer et d'élargir les activités de la société mixte "Numid", créée en 2003 dans le cadre d'un partenariat entre Sonatrach, et ETAP. Pour renforcer davantage le partenariat, un protocole d'accord avait alors été conclu entre l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) et l'Agence tunisienne de promotion de l'investissement étranger (FIPA). L'année dernière près d'un tiers des touristes ayant visité la Tunisie étaient Algériens. En 2019, la Tunisie, un pays touristique par excellence qui partage avec l'Algérie 1.000 km de frontières ouvertes et beaucoup de similitudes culturelles, a attiré près de 3 millions de touristes algériens sur 9,4 millions de touristes étrangers ayant visité ce pays, selon l'office national tunisien du tourisme en Algérie (ONTT), soit une évolution annuelle de plus de 7%. La dernière réunion de la grande commission algéro-tunisienne (21ème session) remonte à 2017.

PRÉSIDENT TEBBOUNE : Une "totale et absolue" convergence de vues sur tous les plans

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a fait état, hier à Alger, d'une convergence de vues «totale et absolue» entre l'Algérie et la Tunisie «sur tous les plans», y compris sur les questions régionales et internationales, à leur tête le dossier libyen. Lors d'une conférence de presse conjointe au terme de ses entretiens avec son homologue tunisien Kais Saïed au siège de la présidence de la République, M. Tebboune a affirmé concernant le dossier libyen que «la solution doit être libo-libyenne» et que ce pays «doit être préservé des ingérences étrangères et de l'afflux des armes». Souhaitant voir l'Algérie et la Tunisie constituer «le début du règlement» de la crise en Libye, le Président Tebboune a plaidé pour «la tenue, à Alger ou à Tunis, de rencontres avec tous les Libyens et l'ensemble des tribus libyennes afin d'amorcer une nouvelle ère pour l'édification de nouvelles institutions permettant l'organisation d'élections générales et l'établissement des nouveaux fondements de l'Etat libyen démocratique», à la condition que cette proposition soit acceptée par l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Concernant ses entretiens avec le président Kais Saïed, le Président Tebboune a indiqué qu'elles «ont été l'occasion d'évoquer les derniers développements de la question palestinienne», mettant en avant «la totale convergence» des

deux pays quant au «rejet du +Deal du siècle+ et l'attachement à un Etat palestinien indépendant, aux frontières de 1967, avec El Qods Echarif pour capitale».

Par ailleurs, M. Tebboune a fait savoir que «la lutte contre le terrorisme se poursuivra, en opérationnalisant tous les mécanismes de lutte antiterroriste aux frontières», affirmant que «la sécurité et la stabilité de la Tunisie et de l'Algérie étaient intrinsèquement liées». Il a ajouté avoir convenu avec le président tunisien de la nécessité du «développement des zones frontalières et de la complémentarité économique entre les deux pays». Le Président de la République a annoncé, dans ce sens, qu'il effectuera une visite en Tunisie après la désignation d'un nouveau Gouvernement tunisien, précisant qu'il sera accompagné «d'une importante délégation gouvernementale afin d'examiner tous les dossiers qui attendent des décisions des deux présidents».

«L'Algérie est prête à apporter toute son aide à la Tunisie qui traverse une conjoncture difficile, tant au plan financier qu'économique», a assuré M. Tebboune révélant «la décision du dépôt de 150 millions USD dans la Banque Centrale tunisienne et la poursuite des facilitations de paiement de l'approvisionnement en gaz et hydrocarbures en attendant que la Tunisie traverse ses difficultés».

Le Président tunisien appelle à la prospection de «nouveaux instruments» pour l'action commune

Le président tunisien, Kais Saïed a appelé, hier, à la prospection de «nouveaux instruments» pour l'action commune entre l'Algérie et son pays, se disant convaincu de la capacité des deux pays d'insuffler un nouveau départ «à même de réaliser les aspirations de leurs peuples».

S'exprimant à l'issue de son entretien avec le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le chef de l'Etat tunisien a insisté sur l'impérative prospection de «nouveaux instruments pour l'action commune» entre les deux pays, déclarant à cet effet: «je suis tout à fait convaincu que nous allons opérer, avec la même force et la même volonté, un décollage à même de réaliser les aspirations de nos peuples».

Après avoir félicité le Président Tebboune pour son élection décembre dernier, M. Kais Saïed a évoqué les perspectives de la coopération bilatérale, ajoutant «nous sommes un seul peuple ayant en partage la même histoire et le même avenir et je ne doute aucunement que nous allons réaliser les aspirations et les attentes de nos jeunes». «Il y a eu des expériences, certaines n'étaient pas réussies et d'autres relativement réussies. Il est donc nécessaire d'en déterminer les

causes», a-t-il assuré. Le président tunisien a rappelé les liens historiques liant les deux peuples, citant les événements de Sakiet Sidi Youssef, commémorés par les deux pays le 8 février de chaque année. «Dans quelques jours, nous commémorerons l'anniversaire de Sakiet Sidi Youssef, une occasion pour nous remémorer cet événement où s'est mêlé le sang des Algériens et des Tunisiens pour la liberté et la dignité», a-t-il affirmé, soulignant l'engagement des deux parties à euvrer à l'ouverture de «plus larges perspectives» à l'avenir. Le Président Kais Saïed a mis en avant la convergence de vues des deux pays sur les différents dossiers d'actualité internationale et une parfaite entente sur toutes les questions abordées. Le président tunisien est arrivé, dimanche matin, en Algérie dans le cadre d'une visite d'Etat, à l'invitation du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Le Président Tebboune s'est entretenu avec son homologue tunisien sur les voies et moyens de coopération entre les deux pays frères, et les situations internationale et régionale, particulièrement en Libye et en Palestine occupée.

Le Mouvement El Islah salue la position «constante et juste» de l'Algérie vis-à-vis de la question palestinienne

Le président du Mouvement El Islah, Filali Ghouini a salué, samedi à Alger, la position «constante et juste» de l'Algérie vis-à-vis de la question palestinienne et du droit du peuple palestinien à l'établissement d'un Etat indépendant avec El Qods Echarif pour capitale, réaffirmant le rejet par le Mouvement de ce qui est appelé «Deal du siècle» qui vise «à modifier le statut historique et géographique de la région».

Président une réunion de la session ordinaire du bureau national du parti, M. Ghouini a mis en avant le rejet par le Mouvement de ce qui est appelé «Deal du siècle», le qualifiant de «scandale qui vise à modifier le statut historique et géographique de la région et à outrepasser les droits du peuple palestinien», exprimant le soutien de son mouvement «à la position officielle constante et juste de l'Algérie soutenant la cause palestinienne et le droit du peuple palestinien à l'établissement d'un Etat indépendant avec El Qods Echarif pour capitale».

Il a appelé les Palestiniens à «l'accélération de la réconciliation nationale palestinienne et au resserrement du rang national palestinien».

Au volet national, le président du Mouvement El Islah s'est «félicité» du déroulement des concertations politiques menées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune avec «plusieurs parties et acteurs parmi lesquels des personnalités nationales et politiques, sur différentes questions dont l'amendement de la Constitution».

Il a dit, dans le même sillage, que le Mouvement était disposé «à donner ses avis et ses idées et à contribuer avec différentes propositions au chantier de l'amendement constitutionnel et à d'autres chantiers».

Le FFS appelle à dénoncer «sans ambiguïté» le plan de paix américain imposé aux Palestiniens

Le Front des forces socialistes (FFS) a appelé, dimanche, la communauté internationale à dénoncer «sans ambiguïté» le plan de paix américain pour le règlement du conflit palestinien-israélien, le qualifiant d'initiative à «caractère raciste» qui «menace la paix et la sécurité régionales».

«Le FFS rejette avec force cette démarche qui revient à légaliser définitivement le fait accompli de l'apartheid et invite la communauté internationale à dénoncer sans ambiguïté cette initiative à caractère raciste qui menace la paix et la sécurité régionales», indique un communiqué du parti, signé par son Premier secrétaire national, Hakim Belahcel. Il a considéré, à cet égard, que l'annonce du «deal siècle» imposé aux Palestiniens «n'est autre qu'un accord bilatéral entre les Etats-Unis et l'occupant israélien qui se traduit par l'annexion des territoires palestiniens, bafoue les droits les plus élémentaires des Palestiniens sur la totalité des territoires occupés depuis 1967 dont la capitale est AL-Qods, et en dépit du droit international ainsi que les résolutions de l'ONU».

Le FFS considère que ce nouveau plan «remet en cause les résolutions des Nations Unies et les autres accords internationaux destinés à résoudre la question palestinienne, avec la solution à deux Etats qui consacre AL-Qods capitale inaliénable et indivisible de l'Etat palestinien». Le FFS qui s'est dit «fidèle à ses principes et valeurs, favorables à la paix et au respect des droits de la personne humaine, exprime son «entière solidarité au peuple palestinien qui se bat pour sa dignité et son droit à l'autodétermination».

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Le parti «Talaie El Houriat» appelle les acteurs politiques et la société civile à participer aux consultations

Le président par intérim du parti Talaie El Houriat, Abdelkader Saâdi, a appelé samedi à Oran tous les acteurs politiques et la société civile à participer aux consultations sur la révision de la Constitution, avant d'annoncer la tenue, en juin 2020, du congrès de sa formation politique pour choisir son nouveau président.

Lors d'une rencontre régionale de coordination des wilayas dans l'Ouest et le Sud-ouest du pays dans le cadre des préparatifs du prochain congrès du parti, M. Saâdi a souligné qu'«il faut associer tous les acteurs dans les consultations en cours sur le projet de révision de la Constitution, notamment la classe politique, la société civile et les personnalités nationales», faisant savoir que son parti adhère à ce projet.

Le président par intérim du parti Talaie El Houriat a fait part, à ce propos, de la disponibilité de son parti à participer à ces consultations, au cas où il recevra une invitation. Abdelkader Saâdi a estimé que faire participer tous les acteurs de la classe politique aux consultations sur la révision



de la Constitution s'impose du fait que «le problème est d'abord politique», appelant à un «dialogue approfondi et global sur le développement économique

et sur l'exploitation des énergies renouvelables comme alternatives au pétrole afin de réaliser un démarrage économique juste englobant toutes les wilayas du

pays», tout en saluant, à l'occasion, le projet de la loi sur la criminalisation des aspects du racisme. D'autre part, le responsable par intérim de cette formation politique a annoncé la tenue, en juin prochain, du congrès pour choisir un nouveau président du parti, rappelant que le mandat du président démissionnaire, Ali Benflis, s'achèvera le 13 juin 2020. M. Saâdi a souligné que cette rencontre régionale de coordination, qui sera suivie par d'autres similaires à Constantine et Alger, ainsi qu'à Bechar et Ouargla, entre dans le cadre des préparatifs du congrès de sa formation parti, tout en annonçant la tenue de la réunion du bureau politique du parti le 29 février prochain pour officialiser la date de la tenue du congrès du parti.

PERSONNALITÉS

Belkhadem: «le défunt Mehri avait consacré le dialogue comme comportement civilisé pour le règlement de tous les problèmes»

Le défunt Abdelhamid Mehri avait de son vivant consacré le dialogue comme comportement civilisé pour régler tous les problèmes et aplanir toutes les contraintes d'ordre politique et national, a affirmé samedi au cours d'un colloque à Boumerdes Abdelaziz Belkhadem ex-Chef du Gouvernement.

Dans son intervention au 2ème colloque national sur le défunt Abdelhamid Mehri, tenu à la maison de jeunes Sennani Saïd de Boumerdes, en présence de personnalités nationales, chercheurs et historiens, M. Belkhadem a assuré que le défunt (ex-secrétaire général du parti Front de libération national (FLN)) «avait consacré, au cours de la période durant laquelle il était aux commandes du parti (une période difficile de l'histoire de l'Algérie), l'approche du dialogue avec toutes les parties et courants, comme comportement civilisé pour le règlement de tous les problèmes».

«Le défunt était «conciliant» avec ses adversaires d'opinion et de position avec qui il prônait le dialogue, sauf quand il s'agissait de l'intérêt suprême du pays, là il était intraitable», a souligné l'ancien Chef du Gouvernement portant témoignage sur

cet homme, avec qui il était dans le comité central du FLN. Abdelaziz Belkhadem a estimé que «cette foi profonde dans la culture du dialogue» lui avait attiré le «respect et la sympathie de ses adversaires et de ses opposants», mais aussi «problèmes et exclusion de la part du pouvoir de l'époque, dont particulièrement suite à l'arrêt du processus électoral en 1991 et son corollaire de pertes énormes accusées par le pays, tant en vies humaines qu'en biens». «Le défunt était convaincu de l'impératif du dialogue comme solution au problème de la décennie noire.

Il estimait que c'était la solution idoine pour arrêter l'effusion du sang et faire prévaloir l'intérêt suprême du pays», a-t-il affirmé, en outre. Des intervenants au cours de cette rencontre ont loué les réalisations et les positions de Abdelhamid Mehri durant sa période à la tête du FLN, dont l'historien Larbi Zbiri, également ami du défunt, qui a estimé que la commémoration de l'anniversaire de la mort de cette «personnalité nationale unique est un pas positif vers la consolidation de la mémoire nationale, en offrant aux générations montantes le droit d'information sur leurs personnalités nationales et leurs réalisations». M. Zbiri a

lancé, à cet effet, un appel aux universitaires, en particulier aux jeunes chercheurs, en vue de procéder à la «collecte de tous les écrits et ouvrages écrits par le défunt Mehri durant la guerre de libération nationale et ce jusqu'à sa mort pour les mettre à la disposition de la jeunesse d'aujourd'hui», a-t-il recommandé.

Le conférencier a également abordé les positions du défunt concernant certaines affaires externes, «positions exprimées, par lui, en tant que moudjahid, militant et homme d'Etat, dont les ambitions allaient au-delà du cadre partisan», a-t-il dit, citant particulièrement, son «engagement indéfectible» pour la cause palestinienne qu'il estimait «au dessus de toute considération».

«Le défunt militait pour la consécration des intérêts et objectifs du peuple palestinien», a assuré Larbi Zbiri à ce propos. La manifestation, organisée par l'organisation algérienne des jeunes de la wilaya, sous le signe «dialogue d'aujourd'hui, avenir de demain», a donné lieu à la présentation de nombreux témoignages sur le défunt, avant la projection d'un film documentaire sur sa vie et ses positions, suivi d'un hommage à nombre de personnalités.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Près de 13.000 nouvelles places pédagogiques à Alger pour la session de février 2020

La direction de la formation professionnelle de la wilaya d'Alger (DFP) a réservé près de 13.000 nouvelles places pédagogiques en prévision de la prochaine rentrée professionnelle (session février 2020) au niveau des centres et instituts de formation professionnelle d'Alger, a indiqué, hier, le DFP, M. Zegnoun Ahmed. Dans ce cadre, M. Zegnoun a fait état de 12.791 places pédagogiques ouvertes aux candidats désireux de rejoindre le secteur de la formation professionnelle au titre de la deuxième session prévue le 23 février 2020, dont 3334 en formation résidentielle, 5437 en formation par apprentissage, 760 par passerelle, 235 en cours de soir, 1985 places en faveur des femmes aux foyers, 85 places pour les per-

sonnes aux besoins spécifiques, autres des places dédiées aux pensionnaires des établissements pénitentiaires.

Le responsable a annoncé aussi l'ouverture de nouvelles spécialités à même d'assurer une main d'œuvre qualifiée, dans le cadre de la diversification des offres de formation. Les inscriptions pour la session février 2020 ont débuté le 05 janvier dernier et s'étaleront jusqu'au 15 février, poursuit M. Zegnoun, ajoutant que la DFP a fixé les journées des 16, 17, 18 février pour la sélection et l'orientation des candidats et le 20 février pour l'affichage des résultats, tandis que la rentrée officielle sera pour le 23 février courant. Le carte de la formation professionnelle repose sur la formation spécialisée

qui répond aux besoins du marché de l'emploi et à l'environnement économique national qui connaît une dynamique dans divers domaines, ce mode de formation offrant de grandes chances pour l'obtention de postes d'emplois, a-t-il précisé, indiquant que 70% des travailleurs sont issus du secteur professionnel. Des conventions ont été signées avec plusieurs entreprises économiques et partenaires dans différents secteurs à l'effet de développer et moderniser la formation basée sur «le mode de formation par apprentissage», soit la formation d'application en milieu professionnel, a indiqué le responsable, précisant que près de 70% des stages sont effectués par apprentissage et ont donné des résultats «très positifs».

Les spécialités de la formation professionnelle sont adaptées au secteur de l'emploi et la nomenclature est élargie pour couvrir les besoins dans les secteurs de l'industrie, le bâtiment, les travaux publics, l'agriculture, l'hôtellerie, le tourisme, l'environnement, la mécanique industrielle et l'électricité. Le nombre des stagiaires dans le secteur professionnel et de l'apprentissage dans la wilaya d'Alger oscille entre 40.000 et 54.000 stagiaires répartis sur 12 instituts, 50 centres de formation et des annexes, selon M. Zegnoun qui précise que certaines spécialités professionnelles liées aux nouvelles technologies et aux énergies renouvelables seront développées.

INDUSTRIE

Le FCE préoccupé du sort de la filière électronique et électroménager en Algérie

Le Forum des Chefs d'entreprises (FCE) s'est dit hier dans un communiqué, préoccupé du sort des entreprises algériennes activant dans l'industrie électronique et de l'électroménager, victime des restrictions appliquées sur l'importation des intrants.

«Le Forum constate avec inquiétude la dégradation de la situation des entreprises nationales publiques et privées et exprime sa préoccupation quant à l'avenir de leur situation et de celle de leurs employés», a indiqué l'organisation patronale qui souligne que cette dégradation «s'est accentuée au cours des derniers jours selon les déclarations des entreprises» en citant en particulier l'Eniem, Condor, IRIS, Sacomi-Thomson, Bya Electronics, Brandt, Starlight, Géant.

Le communiqué du FCE intervient, en effet, suite à l'annonce par Condor et Eniem de libérer plusieurs milliers de travailleurs et la préparation de plans sociaux pour mettre d'autres travailleurs au chômage technique.

Dans ce sens, le Forum pointe du doigt la note du 30 septembre 2019 de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF) qui concerne notamment l'obligation du différé de paiement ainsi que le blocage des autorisations d'approvisionnement en Kits et collections pour les filières électroménager et téléphonie mobiles, ce à quoi il faut ajouter



les homologations des produits par l'autorité de régulation (ARPCCE). Suite à l'application de ces décisions, le FCE avait alerté en novembre 2019 des risques de l'arrêt de plusieurs unités de production ce qui engendre -selon l'organisation- la mise au chômage de milliers d'employés, l'augmentation de la facture d'importation, la pénurie des produits et son impact «certain» sur l'inflation et les prix auprès du grand public.

Sur ce point, le Forum estime que plus de 20% des employés de la filière ont été mis au chômage tout en soulignant

que «ce taux est appelé à augmenter dans le cas où des mesures urgentes ne sont pas prises par les pouvoirs publics, au moins, pour stopper la dégradation de la situation en attendant de redynamiser le secteur productif dans le cadre d'un plan de redressement économique ambitieux et réaliste». En premier lieu, le FCE propose de sursoir la note de l'ABEF dans sa disposition relative au différé de paiement: «Le Forum s'est interrogé sur le champ d'application de ladite note qui a imposé de nouvelles exigences en matière d'importation des inputs, qui

a ciblé les producteurs et exclu les importateurs des produits finis.

Ce paradoxe encourage l'importation des produits au dépend de la production locale, ainsi que le renforcement de l'informel qui pèse déjà sur notre économie et sa compétitivité».

En outre, il est nécessaire, poursuit le FCE, de libérer les autorisations d'importations des kits CKD/SKD «en attendant la mise en place d'un nouveau dispositif pertinent, mieux réfléchi, adapté à la situation de chaque activité et incitatif de manière différenciée en fonction des efforts de chaque entreprise dans le progrès d'amélioration du taux d'intégration».

Le FCE a affiché sa disposition à engager une réflexion globale, en concertation avec les pouvoirs publics et des opérateurs économiques, sur la situation des entreprises en difficultés afin de «juguler le problème de la mise au chômage des travailleurs dont les conséquences seront très graves pour la stabilité sociale qui est nécessaire pour un redressement de l'économie nationale dans les mois et les années à venir», ajoute-t-on.

MESSAITFA:

«Des prix seront décernés aux start-up et recherches scientifiques intégrant la prospective»

Deux prix, récompensant la meilleure recherche start-up et la meilleure recherche scientifique prenant en compte l'aspect de la prospective économique ou sociale, seront lancés prochainement, a indiqué samedi à Alger le ministre délégué chargé des statistiques et de la prospective, Bachir Messaitfa. Lors d'un point de presse tenu pour célébrer le 5ème anniversaire de l'initiative baptisée «la construction de demain», qu'il a lancée lui-même, M. Messaitfa a appelé à ce que «la culture de la prospective et de la statistique soit plus présente au niveau des institutions du pays afin de faire face aux défis futurs, notamment ceux économiques et sociaux».

Pour rappel, l'initiative «la construction de demain», lancée en 2015, est munie d'une feuille de route sur 15 ans répartie en trois fois cinq années. Cette feuille de route prévoit plusieurs actions visant l'encouragement de l'intégration de la prospective dans l'économie algérienne. Selon M. Messaitfa, cette initiative est portée par des efforts de membres de la société civile et non des institutions, l'objectif final étant de «rassembler les jeunes des communes et des wilayas regroupés autour d'un seul but construire l'Algérie émergente de 2030».

Mais, les indicateurs liés aux aspects de la prospective doivent d'abord être récoltés au niveau local pour pouvoir réaliser un tel objectif, a ajouté le ministre. Ces indicateurs seront ensuite exploités pour sortir avec des solutions pratiques dans le cadre des défis qui attendent l'Algérie aux horizons 2030 et 2050, a-t-il soutenu.

«Vous noterez qu'à ces deux échéances, de nouveaux indicateurs verront le jour touchant l'économie et la société. Et récolter ces indicateurs aide beaucoup à entreprendre les bonnes politiques», a-t-il poursuivi.

AGRICULTURE

Hausse de 6% de la valeur de la production agricole en 2019

La valeur de la production agricole nationale a enregistré en 2019 une hausse de 6,1%, avec 3482 milliards de dinars (près de 29,1 milliards de dollars) contre 3281 milliards de dinars (près de 28 milliards de dollars) en 2018, a indiqué à l'APS le Directeur central des statistiques agricoles et des systèmes d'information au ministère de l'Agriculture et de Développement rural, Ahmed Badani.

Soulignant que cette progression était le résultat d'une forte augmentation des quantités produites et d'une hausse des prix de certains produits agricoles, M. Badani a précisé que la part de la valeur ajoutée du secteur agricole dans l'économie nationale s'est établie, à la fin 2019, à 12,4% et à 16,2% hors hydrocarbures. La contribution du secteur agricole au Produit intérieur brut (PIB) à hauteur de 12% «en fait un levier important et essentiel dans le développement de l'économie nationale par rapport à d'autres secteurs productifs», a-t-il estimé. Concernant l'augmentation de la production, M. Badani a cité celle des viandes blanches, passée de 5,4 millions de quintaux en 2018 à 5,6 millions de quintaux en 2019, du blé dur de 31,78 millions de quintaux à 32,1 millions de quintaux et de la pomme de terre de 46,5 millions de quintaux à 50,2 millions de quintaux. Il a fait état également de la couverture des besoins alimentaires par la production nationale se situant à hauteur de 73% pour une superficie exploitée de 8,6 millions d'hectares. Entre janvier et novembre 2019, les statistiques avancées font ressortir un recul des importations agricoles d'une valeur de 7672 millions de dollars, par rapport à la même période de l'année 2018 (8,2%), dont 512,4 millions de dollars pour les produits alimentaires (7,6%) principalement composés de la poudre de lait qui a enregistré une baisse de 105 millions de dollars (-9%), des céréales avec une baisse de 353 millions de dollars (-18%). Cependant l'importation des viandes rouges a augmenté d'une valeur de 10 millions de dollars pour les périodes considérées. Par ailleurs, les exportations des produits agricoles ont enregistré une hausse de 12%, soit une valeur de 38,6 millions de dollars. Durant le quinquennat 2015-2019, le taux de croissance agricole moyen a atteint près de 3,1%. La croissance enregistrée concernait les légumes (3%) les viandes blanches (4,18%), les viandes rouges (1,4%), les légumineuses (8%), l'olive (12,5%) les dattes (4%) et les tomates industrielles (8,6%).

Le taux de croissance moyen de la filière céréalière s'est élevé, durant la même période, près de 10,3%, dont 12% pour le blé dur, 11,8% pour l'orge, 3% pour le blé tendre et 12,3 pour l'avoine. Les coopératives relevant de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OaIC) ont enregistré, en 2019, quelque 27,4 millions de quintaux contre 27,6 millions de quintaux en 2018. Les quantités de blé dur ont atteint 20 millions de quintaux et celles du blé tendre 3 millions de quintaux. Assurant que la production céréalière nationale était suffisante pour couvrir la demande locale, M. Badani a évoqué la nécessité de revoir les modes de consommation en vue de réduire les importations de blé tendre. Concernant les vilayas pionnières dans la production céréalière, le Directeur central des statistiques agricoles et des systèmes d'information au ministère de l'Agriculture a fait savoir que les vilayas de Tiaret, Sidi Bel Abbès, Tlemcen, Stif, Tlemcen, Batna, Relizane, Saïda, Mascara et Souk Ahras assuraient 53% de la production nationale, ajoutant que les deux premières wilayas à l'Est du pays, sont Oum El Bouaghi et Mila.

APS

DIFFICULTÉS FINANCIÈRES DE L'ENIEM

Un premier crédit de 1,1 milliard de DA débloqué

Un premier crédit de 1,1 milliard de DA a été débloqué au profit de l'Entreprise nationale des industries de l'électroménager (ENIEM) de Tizi-Ouzou, en situation d'arrêt technique de ses activités à partir de ce 2 février suite à des contraintes financières, a indiqué hier à l'APS son président directeur général (PDG), Djilali Mouazer.

Rencontré au siège de la Direction générale de cette entreprise, sise au boulevard Stif Ali à Tizi-Ouzou, M. Mouazer, qui rentrait d'une réunion avec le ministre de l'Industrie et des Mines, tenue dans la matinée, a fait savoir que «la Banque a été instruite par les autorités centrales afin de débloquer les crédits, suite à quoi un premier montant de 1,1 milliard de DA a été débloqué jeudi dernier».

Ce montant permettra à l'ENIEM de couvrir ses besoins urgents, à savoir l'approvisionnement en matière première (les collections CKD/SKD pour le montage d'appareils électroménagers), nécessaire à la reprise d'activité de cette entreprise nationale, notamment l'activité de production, a souligné son PDG qui a ajouté qu'un autre crédit de 1,5 à 2 milliards de DA sera débloqué «très prochainement». Suite à ce pre-

mier financement, l'ENIEM a placé dimanche les commandes d'approvisionnement en matière première auprès de sa banque de domiciliation, la Banque extérieure d'Algérie (BEA). «Avec le second crédit qui sera accordé dans les prochains jours, nous aurons de quoi faire face pendant six mois», a précisé le PDG de l'ENIEM qui a relevé que «les plus hautes autorités, à savoir la Présidence de la République et le Premier ministre, ainsi que le ministère de l'Industrie et des Mines, ont pris en charge sérieusement le cas ENIEM».

Toutefois, la reprise de l'activité de production ne pourra pas intervenir rapidement et aura lieu vers la fin mars, a-t-il déploré. «Pour la reprise d'activité, le temps d'acheminement de la matière première prend entre deux à trois mois, toutefois il y a les commandes qui ont été passées avant cet arrêt il est donc possible de reprendre la production vers fin mars, voir la mi-mars si nous recevons le premier arriéré de matière première premier», a relevé M. Mouazer. S'agissant des autres problèmes financiers de ce fleuron de l'industrie nationale qui emploie 1700 travailleurs, le PDG de l'ENIEM reste optimiste

quant à leur règlement. Il a fait savoir que le dossier introduit auprès du Comité de participation de l'Etat (CPE) «avance bien» et que «dans les prochains jours, des décisions seront prises et il y aura une solution globale pour l'ensemble des soucis financiers de l'ENIEM», a-t-il dit. Quand à la dette contractée auprès de la BEA, un rééchelonnement et même un allègement sont prévus, a indiqué M. Mouazer.

Dimanche matin, des travailleurs de l'ENIEM se sont présentés à l'Unité de production, sise à la zone industrielle de Oued Aissi. Ils ont déploré la situation que vit leur entreprise et s'inquiètent pour son avenir et pour leurs postes d'emploi. Ils ont lancé un appel aux autorités publiques pour «sauver l'ENIEM». Le chef de service développement, Mansour Omar, a regretté ces «blocages» qui perturbent le fonctionnement de l'entreprise. «Nous avons des projets à développer mais cette situation nous gêne, nous essayons de tenir le coup mais c'est très difficile car les travailleurs sont démotivés», a-t-il dit en poursuivant «l'ENIEM est une entreprise qui crée de la richesse et nous souhaitons que les autorités centrales accompagnent notre entreprise».

PORT D'ORAN

Hausse de 7% du trafic de transport de voyageurs en 2019

Le transport de voyageurs au niveau de la gare maritime du port d'Oran a enregistré en 2019 une hausse de 7%, soit 15.116 passagers par rapport à 2018, a-t-on appris du président directeur général de l'entreprise portuaire d'Oran (EPO).

Une hausse du nombre de passagers en partance et en arrivée a été relevée en 2019 avec 234.955 voyageurs (aller et retour) contre 219.839 en 2018, a indiqué Mokhtar

Korba à l'APS. En outre, la même période a enregistré un mouvement de 82.975 véhicules (aller-retour) à la gare maritime du port d'Oran, soit une augmentation de 10% par rapport à l'année dernière (75.106 véhicules en allers et retours), a-t-il fait savoir. Le PDG de l'EPO a souligné que ce nombre de voyageurs a été enregistré sur quatre lignes maritimes desservant Oran-Alicante, Oran-Almeria, Oran-Barcelone et

Oran-Marseille, par l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTM) et l'agence maritime «Bentras». La gare maritime du port d'Oran a accueilli, durant la saison estivale écoulée, quatre dessertes de transport de voyageurs via la ligne Mostaganem-Valence.

Les navires assurant ces dessertes n'ont pas pu accoster au port de Mostaganem en raison des mauvaises conditions météorologiques,

a rappelé M. Korba. Le responsable a indiqué également que l'Entreprise portuaire d'Oran a mobilisé pour la saison estivale tous les moyens humains et matériels pour faciliter le traitement des voyageurs, en réservant deux quais pour le contrôle des navires de transport de voyageurs et un autre pour l'attente, en plus de la réalisation d'une passerelle semi automatique pour les passagers.

PORTUGAL 15 pays de l'UE soulignent l'urgence d'un accord sur le budget post-Brexit

15 pays d'Europe du Sud, centrale et orientale ont affirmé samedi lors du sommet "Amis de la cohésion" à Beja (sud du Portugal) le besoin de conclure rapidement un accord sur le prochain budget européen au lendemain du Brexit.

Bulgarie, République Tchèque, Chypre, Estonie, Grèce, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et Espagne ont signé le communiqué final du sommet dans cette ville située à 180 km au sud de Lisbonne.

"Il est urgent de parvenir à un accord sur le prochain budget européen et les Etats membres réunis aujourd'hui ont affiché leur ferme volonté de conclure un accord définitif le 20 février", a annoncé le Premier ministre portugais Antonio Costa lors d'une conférence de presse à la suite des discussions.

Ce sommet des "Amis de la cohésion" est intervenu à trois semaines d'un sommet exceptionnel convoqué par le président du Conseil européen Charles Michel pour tenter d'entériner le budget de l'UE pour la période 2021-2027.

"Plus que jamais, il faut affirmer la cohésion de l'Union européenne alors qu'elle est désormais plus fragile avec la sortie du Royaume-Uni", a ajouté M. Costa. Les 17 pays qui se sont réunis au Portugal craignent que le prochain accord aboutisse à d'importantes coupes budgétaires, accentuées par la fin de la contribution du Royaume-Uni qui a officiellement quitté l'Union européenne vendredi. Egalement présente, la Croatie a préféré garder sa neutralité en tant qu'actuelle présidente du Conseil de l'Union européenne tandis que l'Italie n'a pas fait partie des signataires.

Au Portugal, les "Amis de la cohésion" se réunissaient pour la troisième fois après un premier sommet à Bratislava fin 2018 puis à Prague en novembre dernier.

SYRIE Le gouvernement plafonne l'achat de produits de base subventionnés

Les autorités syriennes ont imposé samedi un plafond pour les achats de certains produits de base subventionnés, comme le riz ou le sucre, au moment où le pays en guerre traverse une grave crise économique.

La mesure intervient dans un pays où la précarité a progressé en raison du conflit, et qui connaît une forte inflation, y compris des prix de produits alimentaires de base, en raison d'une récente dépréciation de la livre syrienne.

Les autorités ont instauré samedi un nouveau système de carte puce, utilisable dans les magasins gérés par le gouvernement où sont vendus les produits subventionnés. Cette carte introduit de nouvelles restrictions sur les quantités achetées.

Les quantités dépendent de la taille de la famille, mais dans tous les cas, un plafond maximal mensuel a été fixé: 3 kg de riz, 4 kg de sucre et un kilo de thé, selon les instructions publiées par le ministère du Commerce intérieur sur sa page Facebook.

Samedi, jusqu'à la mi-journée, 6.841 familles ont utilisé leur carte pour des achats, a annoncé le ministère. Les autorités justifient l'instauration du système en assurant qu'il permet d'assurer "l'équité des subventions" et une meilleure distribution.

Les subventions sont cruciales dans un pays où 83% de la population vit sous le seuil de la pauvreté, selon l'ONU. "Concernant le riz, ce n'est pas suffisant pour une famille de cinq ou six personnes", se plaint Ibrahim, un employé de 51 ans qui travaille dans le secteur agro-alimentaire.

"On entend toujours dire qu'on est en guerre et que la situation est difficile, mais c'est toujours le citoyen qui paye le prix", déplore cet habitant de la banlieue de Damas au revenu limité.

L'introduction de la carte a fait craindre l'apparition de files d'attente, comme l'hiver dernier, devant les stations essence, ou pour les bonbonnes de gaz.

Un même système de carte puce est utilisé pour régler les quantités de carburant qui peuvent être achetées à des prix subventionnés, alors que le pays avait connu de graves pénuries.

MANIFESTATIONS AU LIBAN Le secteur du tourisme accuse une perte de 700 millions de dollars

Le secteur du tourisme au Liban a subi une perte de 700 millions de dollars américains depuis le début des manifestations nationales, a rapporté dimanche la presse locale citant un haut responsable libanais.

S'exprimant au journal en ligne El-nashra, le chef de la Fédération des professionnels du tourisme au Liban, Jean Beyrouthy, a indiqué que le secteur du tourisme du Liban a subi une perte de 700 millions de dollars américains depuis le début des manifestations nationales.

"Si la situation perdure, ce secteur s'effondrera totalement d'ici l'été", a-t-il précisé, soulignant que le secteur demeure une source de revenus très importante pour le pays. Depuis le 17 octobre 2019, le Liban fait face aux manifestations nationales visant à la changement de la classe politique dirigeante actuelle.

Ces manifestations ont eu un impact direct sur les différentes parties prenantes du tourisme, notamment les hôtels, les restaurants, les locations de voitures et autres services. Le pays est confronté aussi à un endettement avoisinant les 90 milliards de dollars, soit plus de 150% de son Produit intérieur brut tandis que la livre libanaise a perdu plus d'un tiers de sa valeur face au dollar dans les bureaux de change.

Les banques libanaises ont imposé ces



derniers mois des restrictions sur les retraits en dollars. La détérioration de la situation économique a soulevé des questions sur la possibilité que le Liban en appelle au FMI pour un plan de sauvetage, même si le nouveau gouvernement n'a pas évoqué cette option. En décembre, l'ex-Premier ministre Saad Hariri avait,

lui, demandé au FMI et à la Banque mondiale de soutenir un plan de sauvetage d'urgence pour le Liban. Selon des recommandations du FMI publiées en 2019, le pays doit relever sa taxe sur la valeur ajoutée, réduire les subventions à la compagnie d'électricité nationale et mettre en place des réformes structurelles.

FRANCE Le marché automobile français flanque en janvier

Le marché automobile français a chuté en janvier, un recul sans surprise avec l'entrée en vigueur début 2020 d'un malus renforcé sur les gros véhicules les plus polluants et une nouvelle règle européenne sur les émissions des constructeurs. Le nombre de nouvelles immatriculations de voitures particulières neuves s'est replié de 13,44% sur un an à 134.232 unités, selon les chiffres publiés samedi par le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA), après un bond de 27,7% en décembre. "Ce n'est pas une surprise car on avait eu, au mois de décembre 2019, une augmentation d'immatriculations de voitures qui allaient avoir un trop fort malus" au 1er janvier 2020, explique François Roudier du CCFA.

"On le voit en particulier dans certaines marques étrangères qui ont des voitures de luxe ou des gros SUV, où ce qui a été

immatriculé en décembre ne l'a pas été en janvier", ajoute-t-il. Les groupes allemands Daimler (Mercedes, Smart) ou BMW par exemple ont ainsi vu leurs immatriculations chuter respectivement de 48,9% et 17,3%.

Les constructeurs ont également avancé en décembre certaines immatriculations de gros véhicules émetteurs de CO2 pour éviter qu'ils entrent dans le calcul des émissions moyennes de CO2 de leurs ventes en 2020. En terme de motorisations, les immatriculations de véhicules électriques ont bondi en janvier. Elles représentent désormais 8,2% de l'ensemble des nouvelles immatriculations (10.952 voitures), contre seulement 2% en janvier 2019. De même, la part de marché des véhicules hybrides rechargeables est passée en un an de 0,7% à 2,8% (3.734 immatriculations en janvier 2020).

INDE Présentation du budget 2020-2021

Le gouvernement indien a dévoilé samedi un budget de continuité pour l'exercice 2020-2021, avec des mesures pour tenter de stimuler la consommation dans un contexte de fort ralentissement de la croissance du géant d'Asie du Sud.

Avec une croissance attendue à un plus bas depuis la crise financière de 2008 et un chômage au plus haut depuis quatre décennies, l'équipe du Premier ministre Narendra Modi n'a pas annoncé de nouvelles injections majeures de liquidités, leur préférant des réductions d'impôts pour dynamiser la demande.

Au cours d'un discours d'environ 2h40 devant le Parlement, la ministre des Finances Nirmala Sitharaman a notamment dévoilé une simplification de l'impôt sur le revenu et une baisse des taux pour la classe moyenne.

"Nous mettons en place un nouveau régime simplifié d'impôt sur le revenu avec des taxes réduites pour les contribuables particuliers qui renoncent aux exemptions", a-t-elle déclaré.

La ministre des Finances a également annoncé la suppression d'une taxe sur les dividendes pour les sociétés,

qualifiant la décision de "geste audacieux destiné à attirer les investisseurs étrangers".

Poursuivant sa politique de désinvestissement, à l'oeuvre notamment avec l'actuelle tentative de privatisation d'Air India, l'Etat a indiqué qu'il allait vendre ses parts de Life Insurance Corporation (LIC), plus grand assureur du pays de 1,3 milliard d'habitants.

Le déficit budgétaire de l'Inde devrait en effet s'établir à 3,8% pour l'exercice allant du 1er avril 2019 au 31 mars 2020, selon Mme Sitharaman, contre 3,3% initialement annoncé. Il devrait baisser à 3,5% en 2020-2021, selon la projection officielle. Face aux mauvaises nouvelles sur le front économique, les autorités indiennes ont déjà procédé ces derniers mois à de significatives baisses d'impôts sur les sociétés et des injections massives de liquidités, notamment à travers de grands projets d'infrastructures.

La présentation du budget n'a pas enthousiasmé le monde économique: la bourse de Bombay a clôturé la journée en baisse de 2,5%.

Publié comme le veut la tradition la veille de la présentation du budget annuel, le rapport sur l'état de l'éco-

nomie indienne prévoit que la croissance nationale poursuive son ralentissement en 2019-2020 et s'établisse à 5%, contre 6,8% l'année précédente. "Une faible demande mondiale a affecté l'Inde, de même qu'un ralentissement de l'investissement en raison de problèmes dans le secteur financier, faisant chuter la croissance à un plus bas de-

nomie indienne prévoit que la croissance nationale poursuive son ralentissement en 2019-2020 et s'établisse à 5%, contre 6,8% l'année précédente. "Une faible demande mondiale a affecté l'Inde, de même qu'un ralentissement de l'investissement en raison de problèmes dans le secteur financier, faisant chuter la croissance à un plus bas de-

nomie indienne prévoit que la croissance nationale poursuive son ralentissement en 2019-2020 et s'établisse à 5%, contre 6,8% l'année précédente. "Une faible demande mondiale a affecté l'Inde, de même qu'un ralentissement de l'investissement en raison de problèmes dans le secteur financier, faisant chuter la croissance à un plus bas de-

INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE Le constructeur chinois AVIC a livré 502 avions en 2019

L'avionneur d'Etat chinois Aviation Industry Corporation of China (AVIC) a livré 502 avions civils en 2019, réalisant un revenu annuel estimé à environ 66 milliards de dollars, a rapporté dimanche l'agence de presse Chine nouvelle.

AVIC a fait avancer de manière stable le développement des avions civils et des produits à usage civil durant l'année 2019, a ajouté la même source citant un communiqué de la société.

En 2019, l'AVIC a signé des commandes pour 102 avions et hélicoptères destinés à l'aviation générale.

L'AVIC a enregistré un revenu d'exploitation annuel de 45,8 milliards de yuans (environ 66 milliards de dollars) en 2019, avec un bénéfice total de 19,8 milliards de yuans.

L'avionneur chinois a créé aussi une alliance de l'industrie aéronautique avec des entreprises du secteur pour exploiter et soutenir davantage les marchés dans les pays et régions le long de "la Ceinture et la Route".

REBOISEMENT

Plantation de mille arbustes au barrage «Mefrouch» de Tlemcen

Mille arbustes ont été plantés samedi au niveau du barrage «Mefrouch» surplombant la ville de Tlemcen, à l'initiative de la section de Tlemcen de l'association nationale «Fidélité au serment», comme première phase d'une série d'opérations de reboisement, a indiqué la vice-présidente Amir Samira.

La campagne se poursuivra par d'autres opérations de reboisement devant permettre la plantation de plus de 11.000 arbustes à travers toutes les communes de la wilaya de Tlemcen.

L'opération de reboisement, organisée au niveau du barrage précité au titre de la campagne nationale de reboisement «Un arbre pour chaque citoyen», est une première étape, à laquelle ont pris part des éléments de l'Armée nationale populaire et de la conservation des forêts, des écoliers et des représentants de la société, sera suivie par une ultime opération prévue le 18 février coïncidant avec la journée du chahid, a fait savoir la même source.

La campagne nationale de reboisement «Un arbre pour chaque citoyen», lancée en octobre dernier à travers l'ensemble du territoire national, a permis jusqu'à ce jour, la plantation de 60.000 arbustes dans la wilaya de Tlemcen, a indiqué un responsable de la conserva-



tion des forêts. L'objectif global de reboisement prévu pour la wilaya est de l'ordre de 160.000, a précisé Lachgar Mohamed.

Ces opérations visent le repeuplement du couvert végétal dévasté

par le feu dans les dernières années et le renforcement des espaces verts urbains et suburbains pour améliorer le cadre de vie des citoyens, a souligné le même responsable.

ORAN

Reboisement de près de 2.000 arbustes dans la forêt de M'sila

La conservation des forêts d'Oran a procédé, samedi, à la mise en terre de quelque 2.000 arbustes au niveau de la forêt de M'sila dans la commune de Boutlélis à l'ouest d'Oran, dans le cadre de la campagne nationale de reboisement «Un arbre pour chaque citoyen».

La plantation de 2.000 arbustes de diverses espèces adaptés à la nature de cet espace forestier dont le Caroubier, intervient dans le cadre de la mise en œuvre du programme de la campagne nationale de reboisement lancée le 25 octobre dernier à l'occasion de la journée nationale de l'arbre, a déclaré, à l'APS, le conservateur des forêts de la wilaya d'Oran.

Cette opération est renouvelée chaque samedi à travers les 26 communes de la wilaya d'Oran avec la participation de différents secteurs et acteurs dans le domaine de l'environne-



ment, a souligné Djamel Zaoui, indiquant que la campagne de reboisement se poursuivra jusqu'au 21 mars prochain coïncidant avec la journée mondiale des forêts.

Les zones humides de la wilaya d'Oran verront également des opérations similaires, notamment «Dhayat Oum Ghellaz» qui relève de la commune de Oued Tlélat, au sud d'Oran où est prévue demain,

dimanche, une opération de plantation à l'occasion de la journée mondiale des zones humides, a-t-on fait savoir, soulignant que Boutlélis abrite des forêts telles dont «Le ravin de la vierge», «M'sila» et «Madagh» réparties sur une superficie totale estimée à près de 16.000 hectares.

Ces espaces forestiers qui accueillent de nombreux visiteurs nécessitent plus d'attention pour pré-

server ce patrimoine, a déclaré, pour sa part, la cheffe de daïra de Boutlélis, Fatima Ferrani.

Ont pris part à cette opération de reboisement à la forêt de M'sila, des cadres de la direction de la Jeunesse et sports, des amis de la forêt et de l'environnement et des représentants du mouvement associatif, à l'instar de l'association «Chafia Allah» spécialisée en ornithologie et protection de la faune et de l'environnement.

Cette opération a été également marquée par la présence d'enfants pour les encourager à la plantation et les sensibiliser sur l'importance du reboisement.

Le bilan préliminaire de la conservation des forêts fait état de la mise en terre de pas moins de 17.000 arbustes de différentes espèces depuis le mois de décembre dernier, date de lancement de la campagne à Oran.

RELIZANE

Projets de développement de plus de 280 millions de DA pour Belassel

La commune de Belassel (wilaya de Relizane) a bénéficié, durant les deux dernières années, de projets de développement d'une valeur globale dépassant les 280 millions de DA a-t-on appris, hier des services de la wilaya.

Financés au titre du Fonds de solidarité des collectivités locales, des programmes sectoriels et communaux et du budget de wilaya, ces projets sont répartis sur 35 actions de développement, à l'instar des opérations de raccordement, renouvellement du réseau d'AEP et d'assainissement au niveau de plusieurs regroupement urbain.

La commune de Belassel a bénéficié également des opérations d'entretien et de réhabilitation de son réseau routier, à savoir, le chemin de wilaya numéro 12 sur une distance de 1,6 km au niveau du village «Bhalil», et le du CW numéro 13 près du village «Khouariya» sur une distance de 2,2 km.

Le programme de développement de cette collectivité locale consiste aussi au raccordement de «Hai Zitoune» (oliviers) et le village «Rahaylia» par l'énergie électrique, ainsi que la restauration et l'aménagement de 8 écoles primaires et la réalisation de deux classes d'extension à l'école «Nabi Abdelkader».

La commune de Belassel a également bénéficié de deux stades de proximité, l'un dans le quartier «El Wiam» et l'autre dans le village de «Messadia» outre l'aménagement d'une salle de soins et d'autres projets touchant divers domaines.

Il est à noter que la majorité de ces opérations ont été réceptionnées, tandis que les autres projets sont en cours de réalisation.

AEP À MILA

Lancement des travaux pour l'alimentation de 16 communes à partir des barrages de Beni Haroun et de Tablout

Le projet d'approvisionnement en eau potable de 16 communes de la wilaya de Mila à partir des barrages de Béni Haroun dans la même wilaya et de Tablout (Jijel) a été lancé en travaux, a-t-on appris samedi du directeur local des ressources en eau, Abdennour Selam.

Cette opération, qui sera supervisée par l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT), permettra d'alimenter à partir du barrage de Béni Haroun dix (10) communes, dont Hamalia, Chigara, Terrai Bainen, Aïn Mellouk et Benyahia Abderrahmane, a indiqué à l'APS, M. Selam.

Les six (6) autres communes de la wilaya de Mila, à savoir Minar Zarza, Tassadane Haddada et Elayadi Barbes seront alimentées à partir du barrage de Tablout (Jijel) à la faveur d'une opération qui sera réalisée par l'Algérienne des eaux, a précisé le même responsable.

Réparti en quinze (15) lots, dont quatre (4) réservés à l'approvisionnement à partir du barrage de Tablout (Jijel) ainsi qu'un lot destiné à la réalisation et l'équipement d'une station de traitement des eaux de cette infrastructure hydrique, ce projet contribuera au renforcement d'AEP dans plusieurs communes de la wilaya de Mila, notamment Teleghma, Oued Seguen, Tadjenanet et Chelghoum Laid, a-t-on ajouté. Une fois mis en service, ce projet permettra d'approvisionner 500.000 habitants de la wilaya de Mila, a-t-on fait savoir de même source, notant que toutes les communes de cette région seront couvertes et alimenter en eau potable à partir des barrages de Béni Haroun et de Tablout.

APS

KHENCHELA

Hausse «sensible» du taux des accidents de la circulation en 2019



Le service de la sécurité routière de la Sûreté de wilaya de Khenchela a enregistré une hausse «sensible» de 14,35 % du taux des accidents de la circulation au titre de l'exercice 2019, a-t-on appris samedi auprès de la cellule de la communication et des relations publiques de ce corps sécuritaire.

Durant l'année précédente, 223 accidents de la circulation ont été recensés par les services de la police contre 195 dénombrés au titre de l'exercice 2018, soit une augmenta-

tion de 28 accidents, a précisé la même source.

Ce nombre d'accidents (233) a coûté la vie en 2019 à pas moins de 8 personnes et des blessures à 287 autres, a révélé la même source, rappelant que 9 décès et 254 blessés ont été signalés en 2018.

Le facteur humain est à l'origine de la hausse de ce nombre d'accidents (non respect du code de la route et le manque de vigilance de la part des piétons), a signalé la même source.

CHLEF

Caravane de solidarité au profit de familles nécessiteuses à Beni Haoua

Une caravane de solidarité a été lancée hier au profit de familles nécessiteuses à Beni Haoua (90 km au nord-est de Chlef), a-t-on appris auprès des organisateurs.

L'opération, dont le coup d'envoi a été donné par le wali Messaoud Djari, dans le cadre de la campagne "hivers chaud" profitera à une quarantaine de familles nécessiteuses de la commune de Beni Haoua, a indiqué à l'APS le directeur de l'action sociale de la wilaya, Dehimi Abdelkader.

Il a signalé la distribution programmée au titre de cette caravane, à laquelle ont pris part les antennes locales de l'Agence de développement sociale et de l'ANGEM, de "littéris, couvertures, et vêtements, en plus de fauteuils roulants pour des personnes aux besoins spécifiques". La caravane englobe deux médecins, trois sociologues et quatre assistantes sociales, chargés d'assurer une prise en charge médicale et psychologique, à ces mêmes familles, a déclaré le même responsable.

Selon la responsable de l'antenne ANGEM de la wilaya, Zina Mehdi, l'opération a, également, pour objectif d'"informer les familles nécessiteuses sur la possibilité, qui leur est offerte de bénéficier de microcrédits, qui leur permettront de devenir des familles productrices".

Eu égard au fait, a-t-elle ajouté, qu'un "nombre considérable de familles nécessiteuses possèdent un métier et des aptitudes susceptibles d'assurer leur intégration dans le monde du travail, et partant améliorer leurs conditions de vie, notamment concernant les femmes au foyer". Dans sa déclaration à la presse locale en marge du coup d'envoi de cette caravane de solidarité, le chef de l'exécutif de la wilaya a souligné "l'intérêt de ce type d'initiatives dans la prise en charge des catégories nécessiteuses", avant de signaler la programmation d'autres opérations similaires "à l'avenir au profit d'autres régions reculées de la wilaya".

PROTECTION CIVILE

Rencontre régionale sur la gestion des plans de formation

Une rencontre régionale sur la gestion des plans de formation du corps de la protection civile s'est ouverte hier à l'unité principale de la Protection civile de Médéa, en présence de représentants de treize structures de la protection civile du centre du pays.

Initiée dans le but d'"élever le niveau opérationnel des unités d'intervention, les adapter aux nouvelles exigences en matière de gestion des crises majeurs et l'optimisation des connaissances acquises au fil des années, cette rencontre, qui s'étalera jusqu'au 6 du mois courant, va "se focaliser sur l'actualisation des précédents plans de formation, la collecte de données et d'informations inhérentes à ce sujet", a indiqué le directeur local de la protection civile, le colonel, Mohamed Chaahb El-Ain.

Un travail qui va permettre, selon cet officier, d'"élaborer un plan d'entraînement et d'intervention "uniformisé et adapté aux différentes missions dévolues à ce corps", ajoutant que l'objectif principal est de "renforcer le niveau d'opérabilité" des effectifs rattachés à la protection civile et "pouvoir gérer toutes les situations d'urgence quelque soit le degré de gravité, l'ampleur ou la complexité".

Les recommandations et les propositions qui vont sanctionner les rencontres régionales, programmées par la direction générale de la protection civile, serviront à mettre en place de nouveaux programmes de formation, tant à l'échelle nationale que local, l'introduction de techniques et méthodes d'intervention modernes et adaptées aux exigences du terrain, de revoir aussi certaines méthodes dépassées, a-t-il conclu.

SOLIDARITÉ NATIONALE

Pour une nouvelle politique de solidarité visant l'intégration des catégories prises en charge

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a exhorté hier à Alger les directeurs de l'Action sociale à adopter une nouvelle politique de solidarité visant l'intégration des catégories prises en charge dans le développement socioéconomique.

Présidant la deuxième rencontre régionale des directeurs de l'Action sociale de l'est du pays, Mme Krikou a exhorté les cadres centraux et locaux de son secteur à "assumer pleinement leurs responsabilités à l'égard des catégories vulnérables et aux besoins spécifiques qui ont besoin d'aide et d'accompagnement", les appelant à "redoubler d'efforts pour mener à bien leurs missions dans le cadre d'une nouvelle politique de solidarité visant l'intégration des catégories prises en charge dans le développement socio-économique".

La ministre a, à cet égard, appelé à "améliorer" les méthodes de travail pour "renforcer la veille et la prospective" en matière de prise en charge des catégories vulnérables afin de pouvoir répondre "à temps" à leurs besoins.

Selon elle, cela passe par l'intensification des visites sur le terrain, l'inspection



périodique des centres et établissements relevant du secteur, le suivi de leur gestion et l'écoute des citoyens et de la société civile.

Abordant le projet du plan d'action du Gouvernement dans son volet relatif à la solidarité, la ministre a affirmé que cette rencontre et toutes les autres rencontres devant être organisées, "permettront, une fois le bilan du Secteur dressé et les insuffisances relevées, de fixer une stratégie réaliste pour

la mise en œuvre de la politique du Secteur avec une nouvelle dynamique qui reflète les aspirations du peuple et les engagements du Président de la République".

Pour la ministre de la Solidarité nationale, la nouvelle méthode de travail en la matière, "requiert l'ouverture des portes du dialogue avec tous les acteurs du domaine, en établissant des passerelles de solidarité entre les fonctionnaires du Secteur et les

partenaires sociaux, notamment les médias et les représentants de la société civile, dans le but de restituer la confiance du citoyen et remporter l'enjeu de la concrétisation de la justice sociale".

Lors de cette rencontre, les préoccupations des catégories prises en charge au niveau des centres relevant du Secteur, ainsi que les besoins des catégories défavorisées qui bénéficient du soutien du ministère dans les wilayas de l'Est ont été soulevés, et ce, en vue de mettre un plan d'action global reposant essentiellement sur une approche qui tient compte de la spécificité de chaque région.

Cette démarche intervient en application des orientations du Président de la République, qui a insisté sur l'importance du dialogue et de la concertation entre l'administration et le citoyen et entre le responsable et ses cadres.

ALGER

Démantèlement d'une bande de malfaiteurs spécialisée dans le vol de domiciles

Les services de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont traité une affaire impliquant une bande criminelle composée de quatre individus, spécialisée dans le vol de domiciles, en usant à la fois d'une fausse identité (escroquerie) et de sorcellerie, ayant permis la saisie d'un montant de plus de 4 millions de centimes, de téléphones portables et de 8 talismans, a indiqué samedi un communiqué des mêmes services.

Les services de la cinquième sûreté urbaine de la sûreté de la circonscription administrative de Draria ont arrêté quatre (4) suspects activant au sein d'une bande criminelle spécialisée dans le vol de domiciles, en usant à la fois d'une fausse identité (Raqui) et de sorcellerie, et saisi un montant de 4,8 millions de centimes, trois (03) téléphones portables, quatre (4) boucles d'oreilles, huit (08) talismans et un chèque contenant un chèque d'un mon-

tant de 200 millions de centimes. Selon la même source, les mêmes services ont «reçu une plainte d'une citoyenne, victime d'escroquerie et de vol par deux femmes l'ayant invité à faire une séance de Roquia (exorcisme). Lorsque la victime a emmené les deux femmes chez elle pour la Roquia, ces dernières lui ont demandé de mettre ses bijoux dans un verre d'eau avec un peu de sucre et lui ont confectionné un talisman qu'elle ne devait pas ouvrir avant la prière de Dohr. Quand la victime a ouvert le talisman, rien n'était écrit dessus.

Suite à cela, les éléments de la police ont mené des investigations ayant permis l'identification de l'une des mises en cause et d'un chauffeur de taxi service qui avait transporté, plusieurs fois, les deux suspectes lors de leurs différents déplacements.

L'interrogatoire a permis l'identification deux autres suspects et leur



arrestation. Après parachèvement des procédures légales, les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent qui a ordonné leur placement en détention provisoire.

MOSTAGANEM

Baisse de 37 % du nombre des accidents de la route hors du tissu urbain

Une baisse de 37 % du nombre des accidents de la route a été enregistrée en 2019 dans les zones situées hors du tissu urbain de la wilaya de Mostaganem par rapport à 2018, a-t-on appris samedi du groupement territorial de la gendarmerie nationale.

Les chiffres avancés par les services de la gendarmerie nationale lors d'une journée ouverte sur les accidents de la route, organisée au parc d'attraction et zoologique de Mostaganem en

vue de sensibiliser sur l'importance de la prévention routière, font état d'une baisse du nombre d'accidents de la route dans l'extra-urbain et du nombre de victimes (morts et blessés).

Ainsi, il a été relevé l'an dernier dans la wilaya de Mostaganem, 39 accidents de la circulation faisant 22 morts et 75 blessés.

Le bilan fait état d'une diminution du nombre de décès dans les accidents de la route de 4% et des blessés de 55%, a-t-on souligné, rap-

pelant que 62 accidents de la circulation se sont produits en 2018. Les raisons liées au facteur humain sont derrière 97% des accidents, notamment par l'excès de vitesse (20 accidents) et les manœuvres dangereuses (4), a-t-on souligné.

Les zones urbaines de Mostaganem ont connu, à contrario, une légère augmentation des accidents de la route (467 accidents) et du nombre de blessés (559) et une baisse du nombre de morts (15 victimes), selon un

bilan communiqué par les services de sûreté de la wilaya.

Cette journée, ouverte sur les accidents de la route qui s'étale jusqu'au 8 février et qui a enregistré une grande affluence des citoyens, est organisée en coordination avec plusieurs intervenants dans le domaine dont les services de Sûreté de wilaya, la protection civile, la direction de la santé et de la population et les associations.

FAO

Lancement d'un portail pour le renforcement de la surveillance des forêts à l'échelle mondiale

L'initiative mondiale pour l'observation des forêts (GFOI) a lancé un portail - la première plateforme globale de ce genre - permettant de suivre le renforcement des capacités internationales afin d'aider les pays en développement à surveiller les forêts et mieux lutter contre le changement climatique, a indiqué l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur son site web.

Ce portail est une sorte de guichet unique qui donne accès à des informations sur plus de 400 activités de surveillance des forêts dans 70 pays en développement à travers l'Afrique, l'Asie et le Pacifique, l'Amérique latine et les Caraïbes.

Les utilisateurs peuvent rechercher les informations par pays ou par région, par type d'activité de surveillance des forêts ou encore par donateur.

«Récouter de meilleures informations sur les forêts et les rendre disponibles sont des leviers essentiels pour soutenir les pays et la communauté internationale dans leurs efforts pour définir des actions ciblées et efficaces face au changement climatique», a dit M. Hiroto Mitsugi, sous-directeur général de la FAO en charge du département des forêts.

Le portail aidera les gouvernements et les donateurs à identifier les lacunes, à partager les ressources, à éviter des duplications et à explorer des opportunités pour de nouveaux partenariats afin de mieux répondre aux défis auxquels les pays sont confrontés au moment d'élaborer leur propre système national de surveillance des forêts.

Il a été conçu et alimenté



par les partenaires en charge de l'initiative, dont l'Australie, l'Allemagne, la Norvège, la Grande-Bretagne, le Programme SilvaCarbon des Etats-Unis, le Comité international sur les satellites d'observation de la Terre (CEOS), l'Agence spatiale européenne (ASE), la FAO et la Banque mondiale. La plateforme sera gérée par le Bureau de la GFOI, qui est accueilli au siège de la FAO et financé par l'Australie et la Norvège.

Le portail fournit des informations issues des principaux partenaires internationaux pour le développement de la surveillance des forêts, ainsi que des gouvernements nationaux, des spécialistes du développement, des agences spatiales et des

experts forestiers. Il est l'exemple réussi d'une collaboration et d'un partage ouvert des informations, qui sont tout à fait essentiel à l'heure du changement climatique, puisque de plus en plus de mégadonnées géospatiales et d'autres informations utilisables sont accessibles.

Les pays subissent de plus en plus de pressions à fournir des informations actualisées et transparentes sur les forêts et sur les émissions de gaz à effet de serre qui servent à répondre aux objectifs et aux cibles définis à l'échelle internationale, comme ceux de l'accord de Paris sur le changement climatique et le Programme de développement durable à l'horizon 2030, et les Objectifs de développement durable,

en particulier les ODD 13 et 15.

Les pays en développement travaillent à la création de systèmes nationaux de surveillance des forêts qui utilisent les technologies les plus récentes en matière de télédétection et d'observation au sol afin d'effectuer un suivi des changements au niveau de l'étendue et de l'état des forêts.

La déforestation et la dégradation des forêts tropicales contribuent largement au changement climatique.

Selon le rapport du GIEC sur le changement climatique et les terres émergées (août 2019), les forêts et l'utilisation des sols représentent environ 13 % des émissions totales nettes du dioxyde de carbone (CO2) induit par les hommes.

La plupart de ces émissions proviennent de la déforestation et de la dégradation des forêts.

Toutefois, le boisement, la gestion durable des forêts et la diminution de la déforestation contribuent à faire des forêts la solution la plus immédiate et la plus rentable pour lutter contre le changement climatique puisqu'en grandissant les forêts éliminent de grandes quantités de carbone de l'atmosphère.

ITALIE

Venise: un port de la lagune évacué pour neutraliser une bombe de la Seconde Guerre mondiale

Un port industriel donnant sur la lagune de Venise a été évacué hier matin pour neutraliser une bombe datant de la Seconde Guerre mondiale.

L'opération prévoyait d'évacuer 3.500 résidents de Marghera, le grand port industriel situé sur la terre ferme en face de la ville d'art italienne qui attire 36 millions de touristes chaque année.

La circulation des bateaux, trains et bus était suspendue, et les avions avaient interdiction de décoller ou d'atterrir à l'aéroport international Marco-Polo de Venise entre 08h30 (07h30 GMT) et 12h30.

La bombe de 225 kilos, qui contenait 129 kilos de TNT, a été découverte en janvier lors de travaux de maintenance des égouts.

Elle présentait "un fort risque d'explosion" justifiant ces précautions, a souligné auprès de la chaîne de télévision Rai 24 Gianluca Dello Monaco, officier de l'armée à la tête de l'opération. Après la désamorage, achevé en milieu de matinée, la bombe devait être transférée sur un bateau pour être détruite dans un secteur maritime à bonne distance de la cité lacustre.

CANADA

3 morts dans une fusillade à Toronto

Trois personnes ont été tuées et deux autres blessées lors d'une fusillade, tard vendredi soir, dans un appartement loué sur la plateforme Airbnb dans le centre de Toronto, la métropole économique canadienne, a indiqué la police. Trois personnes ont été tuées par balle et une quatrième a été blessée, a précisé la police dans un tweet. Une cinquième victime a été blessée à l'arme blanche. Sa vie n'est pas en danger.

Aucune indication n'avait été donnée samedi matin sur l'identité des victimes ou les motivations de ces violences. Le chef de la police de Toronto Mark Saunders a demandé aux éventuels témoins de la fusillade de se manifester et de contacter la police.

Les victimes sont toutes de jeunes hommes, a indiqué la chaîne publique CBC.

Les échanges de coups de feu, souvent attribués à la violence entre gangs, ne sont pas rares à Toronto.

La capitale économique canadienne a été le théâtre l'an dernier de quelque 490 fusillades, qui ont fait 44 morts, selon les statistiques de la police.

TANZANIE

Au moins 20 morts dans une bousculade lors d'un rassemblement

Au moins 20 personnes sont mortes piétinées samedi après-midi en Tanzanie dans une bousculade lors d'un service religieux évangélique en plein air dans le nord du pays, ont indiqué hier un responsable gouvernemental et des témoins. La bousculade s'est produite lorsque le prédicateur a versé de "l'huile sainte" sur le sol.

Les fidèles se sont ensuite précipités pour le toucher dans l'espoir d'être guéris de leur maladie, ont déclaré des témoins, cités par des médias. "Jusqu'à présent, nous avons dénombré 20 morts mais le nombre pourrait augmenter car il y a eu des blessés", a déclaré Kippi Wariobia, commissaire de district de Moshi, dans le nord du pays, cité par l'AFP. La foule rassemblée dans la ville de Moshi assistait à une cérémonie de prières dirigée par Boniface Mwamposa, qui se surnomme "l'apôtre" et dirige un mouvement évangélique appelé "Lève-toi et brille Tanzanie". "L'apôtre Boniface Mwamposa a versé de l'huile d'onction sacrée sur le sol", a raconté un témoin, Jennifer Temu, citée par la même source.

"Des dizaines de personnes sont immédiatement tombées après avoir été bousculées et piétinées, certaines sont mortes. Nous avons compté 20 morts, mais il y a eu aussi des blessés", a-t-elle ajouté. "C'était horrible, les gens ont été piétinés sans merci", a déclaré un autre témoin, Peter Kilewo. "C'était comme si le prédicateur avait jeté des liasses de dollars" et "puis il y a eu tous ces morts...". a ajouté ce témoin.

ALLEMAGNE

Occupation d'une centrale à charbon controversée

Des militants anti-charbon ont occupé hier la centrale "Datteln 4", dont la mise en service prévue l'été prochain est vivement critiquée alors que l'Allemagne commencera à fermer fin 2020 ses centrales à charbon pour abandonner ce minerai fin 2038, ont indiqué la police et des activistes.

Plus d'une centaine de personnes se sont introduites en matinée sur le site de cette centrale à charbon dans l'ouest du pays, selon la police qui a indiqué être présente "en grand nombre". "Avec cette action de désobéissance civile, les activistes manifestent contre la loi charbon du gouvernement", a expliqué dans un communiqué le mouvement Ende Gelände ("terminus" ou "fin de l'histoire") qui organise régulièrement des occupations d'infrastructures liées au charbon.

Le projet de loi allemand sur la sortie du charbon a été adopté mercredi

en conseil des ministres malgré la critique d'organisations environnementales qui trouvent que cela ne va pas assez vite.

Le gouvernement vise un abandon de ce minerai au plus tard en 2038 et pourrait "avancer de trois ans" cette échéance, à 2035, en fonction des bilans d'étape menés en 2026 et 2029.

La fermeture des centrales débutera le 31 décembre 2020 avec un complexe dans le bassin rhénan.

Le gouvernement estime préférable de stopper de vieilles centrales plus polluantes que d'annuler la mise en service de "Datteln 4".

"La loi est un désastre", a jugé Kathrin Henneberger, porte-parole de Ende Gelände.

"Nous ne pouvons pas continuer de brûler du charbon pendant 18 ans."

Dans un plan adopté en décembre, l'Allemagne s'est fixé l'objectif de dimi-

nuer de 55% les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 par rapport à leur niveau de 1990, alors qu'elle est déjà assurée de manquer ses objectifs climatiques pour 2020.

Berlin a promis 4,35 milliards d'euros d'indemnités aux exploitants de centrales. Les employés concernés recevront également un soutien tandis qu'une aide financière totale de 40 milliards d'euros sera accordée aux régions minières jusqu'en 2038.

En novembre, des activistes avaient bloqué des mines de charbon dans le bassin de Lusace (est).

"Ende Gelände" prévoit une nouvelle série de manifestations début août visant des mines de lignite dans l'ouest. Le mouvement anti-charbon a gagné en importance en Allemagne depuis que la sortie du nucléaire décidée en 2011 a prolongé la dépendance du pays envers ce minerai.

AFRIQUE DU SUD

9 mineurs illégaux «lapidés à mort»

Neuf mineurs illégaux ont été «lapidés à mort» vendredi dans une banlieue de Johannesburg probablement par un groupe de mineurs rivaux, a annoncé samedi la police.

«Les corps de neuf citoyens du Lesotho travaillant comme zama zamas (mineurs illégaux) ont été retrouvés dans les rues de Matholeville, tandis qu'une dixième personne a été grièvement blessée» et transportée à l'hôpital, a indiqué la police dans un communiqué. «Il semble» que

les violences ont éclaté entre des «groupes rivaux de mineurs illégaux qui agissent dans la zone», a expliqué samedi le porte-parole de la police, Mavela Masondo.

Les victimes, toutes du Lesotho, ont été tuées par des personnes originaires de ce petit royaume pauvre d'Afrique australe, a précisé la police.

Les forces de sécurité sud-africaines ont lancé une «chasse à l'homme» et la police procédait samedi à l'interrogatoire de 87 personnes.

CANCER

Affluence sur le CAC de Blida, les malades contraints de se tourner vers le secteur privé

Une importante affluence des malades de différentes wilayas du pays sur le Centre anti cancer (CAC) du CHU "Franz Fanon" de Blida impacte négativement sur ses services, poussant de nombreux patients à s'orienter vers des cliniques privées spécialisées en dépit parfois de la modestie de leurs moyens financiers.

La wilaya de Blida est l'une des premières à travers le pays à avoir bénéficié en 2011 d'un Centre médical privé spécialisé dans le traitement des tumeurs cancéreuses, qui reçoit actuellement des malades de cancer pour des séances de radiothérapie et de chimiothérapie las d'attendre en vain un rendez-vous dans des centres anti-cancer relevant du secteur public. La structure accueille actuellement des malades de cancer de différentes wilayas du pays, épuisés par la longue attente d'un rendez-vous pour une séance de radiothérapie ou de chimiothérapie au niveau du CAC de Blida relevant du secteur public. Parmi les malades dont l'état de santé ne pouvait permettre de figurer sur une liste d'attente pour entamer un traitement, Mme Fatima de Chlef, qui désespérée d'obtenir un rendez-vous après quatre mois d'attente, a préféré opter pour la clinique privée de Blida.

Visiblement épuisée par la maladie et la longue route effectuée avec son mari et ses enfants pour arriver au centre, Mme Fatima a fait part à l'APS de son "douloureux combat contre la maladie, aggravé par le mauvais accueil réservé au niveau des hôpitaux publics".

"J'ai du vendre un lot de terre hérité de mon père pour régler les frais des soins extrêmement élevés", a-t-elle déploré, appelant les autorités publiques à "agir pour réduire les énormes charges financières supportées par les malades du cancer".

Ahmed, atteint d'un cancer du colon, a dit pour sa part avoir "épuisé toutes ses économies laborieusement réunies pour le



mariage de son fils pour son traitement", ajoutant que le choix de se faire traiter dans un centre privé lui a été imposé par le parcours du combattant effectué au niveau du CAC du CHU Franz Fanon pour l'obtention d'un rendez-vous.

Appels au remboursement par la CNAS des frais engagés par les malades du cancer

Pour une lutte plus efficace contre le cancer, de nombreux patients ont préconisé l'intégration de la maladie dans la nomenclature des maladies prises en charge par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, afin d'ouvrir droit au remboursement des frais de leurs thérapies (chimiothérapie et de radiothérapie assurées) dans le secteur privé.

Une revendication soutenue par le directeur de la clinique privée, le Pr Mohamed Afiane, qui a souligné l'impératif du "remboursement par la CNAS des différents frais engagés par les ma-

lades du cancer tout au long de la période de leur traitement, et ce dans le cadre du futur plan national de lutte contre la maladie".

Le Pr Afiane, également responsable de la Commission nationale sur le cancer, a indiqué que sa structure accueille "une moyenne de 20 malades par jour pour des séances de chimiothérapie".

"Ce nombre est nettement en deçà des capacités de la clinique", a-t-il noté, imputant ce fait aux "frais élevés des séances de thérapie, qui ne sont pas à la portée d'une majorité des malades". Pour le spécialiste, "une prise en charge des frais par l'Etat permettrait à un grand nombre d'assurés sociaux de bénéficier d'un traitement dans le secteur privé, ce qui réduira la tension sur les hôpitaux publics". Le président de l'association El-Badr d'aide aux malades atteints de cancer, Mustapha Moussaoui, a plaidé, quant à lui, pour l'intégration des prothèses mammaires externes

dans la nomenclature des médicaments et membres artificiels remboursés par la CNAS (les prix de cette prothèse varient entre 15.000 à 20.000 Da). "Cela est de rigueur dans de nombreux pays développés", a-t-il relevé, déplorant la "situation précaire d'une majorité des patientes, qui ne peuvent acquérir cet équipement vital pour leur féminité".

L'association El Badr assure gîte et couvert aux malades de cancer tout au long de la période de leur traitement dans la wilaya de Blida, en plus d'un soutien psychologique, essentiel pour leur rétablissement, selon les spécialistes du domaine.

En 2019, le foyer "Dar El Ihssane", relevant de l'association, a accueilli 864 malades issus de 39 wilayas, dont 80% de femmes. Ils ont été hébergés et nourris à titre gracieux tout au long de la durée de leur traitement, pouvant aller de 45 à 60 jours, outre une orientation et un accompagnement dans la réalisation de différentes analyses et radios dans des laboratoires d'analyses et de radiologie, ayant signé des conventions avec l'association "El Badr", a indiqué M. Moussaoui.

Un autre foyer "Dar El Ihssane 2", d'une capacité de prise en charge d'une trentaine de personnes, a été ouvert à la fin de l'année dernière à Bab Zaouia dans le centre ville de Blida, en vue de réduire la tension sur le premier foyer.

L'initiative a été également élargie à la capitale où un foyer "Dar El Badr" a été ouvert au mois d'octobre dernier dans la commune de Belouizdad, grâce aux dons d'un bienfaiteur.

CORONAVIRUS

L'avion devant rapatrier les Algériens établis à Wuhan a décollé hier à l'aube

Un avion de la compagnie aérienne Air Algérie a décollé, hier à 04h00 à destination de la République de Chine, pour rapatrier les membres de la communauté nationale établis dans la province de Wuhan, a appris l'APS auprès du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Un staff médical spécialisé est à bord de ce vol pour accompagner les trente-six (36) algériens établis Wuhan, province chinoise où est apparu l'épidémie. Le retour de cet avion est prévu, lundi, sachant que la durée de vol varie entre 10 et 12 heures. Le Président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, avait donné des instructions, dès l'annonce par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) de l'apparition du Coronavirus, pour le rapatriement des Algériens, majoritairement des étudiants, établis dans la ville chinoise de Wuhan. Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière avait pris des mesures préventives, à travers l'installation de caméras thermiques au niveau des principaux aéroports pour le contrôle des passagers en provenance des aéroports de Doha, des deux Lieux Saints de l'Islam, du Caire, d'Istanbul et de Dubaï, des aéroports de transit pour les Chinois travaillant en Algérie. Le ministère a également aménagé des services devant admettre ces étudiants au sein de l'Établissement hospitalier spécialisé (EHS) des maladies infectieuses El-Hadi Flichi (ex-El-Kettar) à Alger.

Un staff médical spécialisé veillera au suivi et le bien-être des rapatriés, pendant une durée de 14 jours, période d'incubation du virus.

Le service de radiothérapie de Blida, ou le calvaire des malades pour obtenir un rendez-vous

Les cancéreux orientés vers le service de radiothérapie du Centre anti-cancer (CAC) de la wilaya de Blida vivent le calvaire à cause de la longueur des délais des rendez-vous qui leur sont accordés pour une séance de thérapie, en raison de la surcharge, du manque de moyens de travail et de leur vétusté. Lors d'une virée aux salles d'attente du CAC de Blida, l'APS a constaté la présence de nombreuses personnes épuisées par la maladie et la longue attente d'une séance de radiothérapie.

Un jeune de Tissemsilt accompagnant sa mère âgée de 87 ans, atteinte d'un cancer de l'estomac, a estimé que "le plus grand calvaire d'un malade du cancer est la durée de l'attente d'un traitement. Ma mère a du attendre presque une année pour l'obtention d'un rendez-vous pour une séance de radiothérapie", a-t-il indiqué à l'APS. Il est interrompu par une dame de Koléa (Tipasa), souffrant d'un cancer du col de l'utérus, qui affirme avoir introduit sa lettre de recommandation médicale pour bénéficier d'un traitement en radiothérapie "depuis juillet dernier". "Je n'ai commencé mon traitement que depuis deux jours, alors que mon opération a été faite depuis de longs mois", a-t-elle précisé. Elle est rejointe par un autre malade atteint d'une leucémie (60 ans), venu de Ksar El Boukhari (Médéa), qui a raconté son long parcours de combattant pour l'obtention d'un rendez-vous. "Je louais souvent des taxis pour des aller-retours incessants entre Blida et Ksar El Boukhari, rien que pour savoir si j'avais un rendez-vous. J'ai du déboursé des sommes énormes pour, à la fin obtenir un rendez-vous après 10 mois d'attente", a-t-il indiqué. De nombreux malades ont proposé qu'on les informe sur leurs rendez-vous par téléphone, SMS ou par e-mail, pour leur éviter de longs et coûteux déplacements inutiles, notamment pour les malades résidant dans des régions éloignées.

"Le service de radiothérapie de Blida accueille une moyenne de 500 lettres de recommandation médicales par semaine, pour des séances de radiothérapie au profit de malades ayant subi des interventions chirurgicales complexes (en majorité des ablations tumorales)", a indiqué le Pr. Haoui Messouda, radiologue au niveau du même service. "Malheureusement, ce traitement ne se fait pas selon le vœu du médecin, ni le désir du malade", a-t-elle déploré, évoquant de "longues listes d'attente, qui contraignent les malades à des attentes d'une durée entre trois à six mois". Les longs mois d'attente exposent la vie du malade exposée au danger, notamment pour les cas ayant subi des interventions pour la maladie de Hodgkin, "requérant un traitement par radiothérapie dans une durée n'excédant pas les trois semaines", selon la praticienne. Sachant que ce même malade doit attendre pour des "périodes de plus de quatre mois", est-il déploré. "S'il est vrai que les durées d'attente ont été considérablement réduites ces dernières années (plus d'une année dans le passé), il n'en demeure pas moins que l'Algérie reste à la traîne des normes mondiales prescrites en matière de traitement par radiothérapie", a, encore, souligné le Pr. Haoui, plaidant pour des "solutions urgentes à cette situation. Le responsable du CAC de Blida, Amar Tabache, a affirmé la "prise en charge, dans les délais requis, des malades au niveau de la totalité des services de la structure (oncologie, chimiothérapie, chirurgie, et hématologie), exception faite du service de radiothérapie, accusant une forte surcharge", à l'origine, selon lui, "des retards mis dans les rendez-vous".

Besoin pressant de nouveaux équipements

Le responsable a appelé à l'impératif de renouveler les équipements du service, et

son renforcement en ressources humaines qualifiées". Le service compte trois accélérateurs linéaires acquis depuis 2006, et risquant la panne à tout moment, du fait qu'ils sont extrêmement sollicités. Soit 30.032 séances effectuées en 2019, a fait savoir M. Tabache.

Il a fait part de l'engagement pris, l'année dernière, par la tutelle pour l'acquisition d'un nouvel accélérateur durant cette année 2020, "qui sera d'une contribution certaine dans la réduction de la pression sur le service", est-il escompté. Il a, néanmoins, soutenu l'impératif d'accompagner ce nouvel accélérateur par un nouveau staff en charge de son fonctionnement, car le service accuse, également, "un manque en médecins, et agents paramédicaux", a-t-il signalé. Il est rejoint sur ce point, par le Pr. Haoui, qui a appelé à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie du gouvernement visant à relier l'université à différents secteurs d'activités, à travers une formation étudiante adaptée à la demande et aux besoins des entreprises.

Elle a aussi fait part des "difficultés rencontrées dans la formation (d'une durée de six à 12 mois) des spécialistes nouvellement recrutés, du fait qu'ils n'ont bénéficié que d'une formation théorique à l'université", a-t-elle déploré, plaidant, en outre, pour l'ouverture d'une nouvelle spécialité universitaire pour la formation théorique et appliquée de radio-physiciens en radiothérapie.

Confirmant la pression extrême exercée sur les trois accélérateurs disponibles au sein du service, Djamel Kebir, cadre au sein de la structure, a assuré la prise en charge de pas moins de 200 malades/J, au lieu d'une moyenne de 100 malades, "ce qui multiplie encore plus les pannes des équipements contraignant à retarder les séances, et partant à allonger les délais d'attente des malades",

a-t-il déploré. "Les pannes nécessitent une intervention expresse de techniciens relevant d'une entreprise étrangère de droit algérien, n'activant pas durant les week end, ce qui complique davantage le problème", a-t-il souligné. M. Kebir a insisté sur "la formation de techniciens algériens la réparation immédiate des équipements acquis pour des milliards de DA, sans avoir pensé à la maintenance". Quant à Benabdellah Sid Ahmed, coordinateur médical au sein du même service, il a exprimé ses regrets de voir des malades "supplier" pour l'obtention d'un traitement. "Ceci nous attriste beaucoup", a-t-il ajouté, car "il est du devoir de l'Etat d'assurer tous les moyens matériels et humains nécessaires pour la prise en charge des malades, d'une part, et pour la réduction de la pression exercée sur le centre de Blida, d'autre part", a-t-il estimé.

Le nombre de malades pris en charge au niveau du service de radiothérapie du CAC de Blida est en hausse, a indiqué le Pr Haoui, signalant à titre indicatif que 1002 cas de cancer du sein ont été traités en 2019, contre 965 cas en 2018. Elle a plaidé pour un élargissement du réseau des structures de prise en charge de cette maladie dans le nord du pays.

"Il est absurde de mettre en place un CAC, dans la wilaya d'Adrar, où il est recensé un nombre infime de personnes atteintes de cette maladie, sans compter le refus exprimé par les médecins pour s'y déplacer", a estimé cette praticienne. Elle a lancé un appel pour une "révision du Plan national anti cancer, avec la réalisation d'une enquête de prévalence (ou endémie) de cette maladie, pour décider sur cette base de l'emplacement des centres anti cancer", dont une majorité doivent, selon elle, "être implantés dans le nord du pays".

CORONAVIRUS

Le nombre des victimes atteint 259 morts, la Chine de plus en plus isolée

La Chine était samedi de plus en plus isolée par la crise du nouveau coronavirus qui y a fait 259 morts, les Etats-Unis et l'Australie ayant pris des mesures contre les voyageurs en provenance de ce pays tandis que la Russie rétablissait les visas pour les touristes chinois.

Pendant ce temps, le nombre des cas avérés de pneumonie virale et des pays touchés ne cessait d'augmenter : près de 12.000 en Chine, soit environ 2.000 malades supplémentaires pour la seule journée de vendredi, a annoncé samedi la Commission nationale de la santé, près de 150 dans plus de vingt autres pays, de l'Asie et du Pacifique à l'Europe et l'Amérique du Nord. A compter de samedi minuit (21H00 GMT), tous les Chinois devront obtenir un visa pour faire du tourisme en Russie, alors que ceux voyageant en groupes en étaient exemptés depuis 2000, et plus aucun visa de travail ne leur sera accordé,



a annoncé le gouvernement russe.

Les Etats-Unis interdiront de leur côté à partir de dimanche à 22H00 GMT l'entrée sur leur territoire

aux étrangers s'étant rendus en Chine dans les 14 derniers jours. Et une quarantaine allant jusqu'à 14 jours sera imposée aux Américains ayant été au

cours des deux semaines précédentes dans le Hubei, la province chinoise dont la capitale Wuhan est le berceau du nouveau coronavirus. Quant à l'Australie, elle n'accepte plus depuis samedi sur son sol les non-résidents arrivant de Chine, après que des dispositions similaires eurent été notamment prises par l'Italie, Singapour, Israël ou encore la Mongolie. Réponse de Pékin: «Il n'est pas nécessaire de paniquer inutilement, ni de prendre des mesures excessives», a estimé l'ambassadeur de Chine à Genève, Xu Chen, assurant que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) faisait «pleinement confiance à la Chine».

Pékin souhaite renforcer la coopération internationale contre l'épidémie

Pékin souhaite renforcer la coopération internationale contre l'épidémie du Coronavirus qui a déjà fait plus de 300 morts dans le pays, a indiqué samedi soir le conseiller d'Etat chinois et ministre des Affaires étrangères Wang Yi.

«La Chine est prête à renforcer la coopération internationale contre l'épidémie de nouveau coronavirus», a déclaré Wang Yi lors d'une conversation téléphonique avec le ministre allemand des Affaires étrangères Heiko Maas. M. Maas a exprimé son «soutien envers le combat de la Chine contre la propagation du nouveau coronavirus», affirmant que «l'attitude ouverte, transparente et coopérative et les mesures énergiques et efficaces du gouvernement chinois étaient admirables».

ALLEMAGNE

Nouveau coronavirus: retour d'une centaine de rapatriés

Un avion de l'armée de l'Air allemande transportant une centaine de personnes rapatriées de Wuhan en Chine en raison de l'épidémie du nouveau coronavirus est arrivé samedi en Allemagne.

L'appareil s'est posé vers 15h40 GMT sur l'aéroport de Francfort. Les passagers, 102 Allemands et 26 ressortissants étrangers, vont être examinés dans une salle de sport de l'aéroport aménagée à cet effet. Ceux ne présentant aucun danger seront ensuite transportés en bus vers une caserne militaire près de Germersheim, dans le Palatinat, où ils resteront confinés pendant deux semaines.

L'Airbus gris en provenance de Wuhan a dû faire étape à Helsinki après que l'aéroport de Moscou lui a refusé l'autorisation d'atterrir en expliquant qu'il manquait de capacités.

En milieu de journée, le ministre allemand de la Santé, Jens Spahn, a affirmé que les passagers ayant embarqué sur ce vol n'avaient «aucun symptôme» de maladie. Tous seront néanmoins examinés à leur arrivée et ceux présentant des signes d'infection seront conduits dans un hôpital de Francfort.

Les autres personnes seront transférées vers un centre de formation de l'armée de l'air allemande à Germersheim, où elles seront logées dans un bâtiment à l'écart comprenant des chambres individuelles avec des pièces d'eau.

Le bilan provisoire de l'épidémie en Allemagne s'éleve toujours à 7 cas de contamination en Bavière. Il s'agit de six salariés de l'équipementier automobile Webasto et d'une fille d'un des salariés, ce qui en fait le premier cas de transmission familiale. Toutes ces personnes «sont dans un très bon état de santé», a toutefois assuré le ministre.

USA

Virus: l'armée américaine prête à héberger un millier de personnes en cas d'urgence

L'armée américaine est prête à héberger un millier de personnes susceptible d'être placées en quarantaine en raison du nouveau coronavirus qui a fait plus de 300 morts en Chine, a indiqué samedi le ministre de la Défense. Cette aide répond à une demande en ce sens effectuée par le département de la Santé et des Services sociaux, selon un communiqué. Les services de santé ont «demandé au ministère de la Défense de mettre à disposition plusieurs installations pouvant accueillir au moins 250 personnes dans des chambres individuelles jusqu'au 29 février 2020», précisé le communiqué. Ces installations serviraient à des personnes qui auraient besoin d'être isolées après leur retour de l'étranger. Les Etats-Unis ont annoncé vendredi plusieurs mesures exceptionnelles pour fermer les frontières ou imposer une quarantaine aux voyageurs revenant de Chine, notamment de la province du Hubei, épicentre de l'épidémie du nouveau coronavirus, selon qu'ils sont américains ou non.

APS

Un groupe de réflexion chinois appelle à une action conjointe sur le contrôle de l'épidémie

Les Instituts pour les études internationales de Shanghai (SIIS), un groupe de réflexion affilié au gouvernement chinois, ont appelé à une action conjointe de la société internationale pour contrôler la propagation du nouveau coronavirus.

«La Chine s'est efforcée d'assumer ses responsabilités et obligations internationales dans la lutte contre l'épidémie qui aura inévitablement des impacts mondiaux», ont indiqué les SIIS dans un communiqué publié samedi.

Le gouvernement chinois «oeuvre étroitement avec l'Organisation mondiale de la santé sur chaque étape du contrôle de l'épidémie et a offert sa compréhension et son assistance complètes face aux actions des autres gouvernements dans la lutte contre l'épidémie». La Chine, souligne le communiqué, reste ouverte et reconnaissante

concernant toute aide venant d'autres pays et envisage de promouvoir la coopération à cet égard.

«Le gouvernement chinois et l'opinion publique du pays s'inquiètent beaucoup de l'impact de l'épidémie sur le monde», indique le rapport, notant que le gouvernement a essayé de minimiser la propagation de l'épidémie vers d'autres pays en renforçant le contrôle des voyages à l'étranger des personnes venant des régions les plus touchées et en appelant le public à assumer ses responsabilités dans la prévention de la transmission du virus. Pour la sûreté commune, les SIIS ont appelé les médias et groupes de réflexion internationaux à maintenir une position objective, complète et humaine dans leurs reportages et analyses sur l'épidémie et à éviter de propager de manière exagérée des informations non confirmées, voire des rumeurs, alors que la

Chine continue d'optimiser ses mécanismes existants de publication des informations sur l'épidémie.

Ils ont également suggéré de renforcer les échanges internationaux d'expériences et appelé à davantage de soutien de la part des Etats-Unis, de l'Union européenne et d'autres pays développés, notamment en matière d'équipements et de fournitures médicales, ainsi que de leurs meilleures pratiques dans le contrôle des épidémies.

Parallèlement, les SIIS ont appelé la population à travers le monde à faire preuve de calme face à l'épidémie et à éviter la discrimination vis-à-vis des Chinois ou de tout individu infecté.

Un nombre croissant de pays ont décidé de fermer leurs frontières avec la Chine, alors que l'épidémie a déjà fait plus de 300 morts, dont un premier décès enregistré hors de Chine, dans les Philippines.

BANQUE CENTRALE

La Chine va soutenir financièrement la lutte contre le coronavirus

La Chine va mettre en place des mesures monétaires et de soutien au crédit pour les entreprises qui contribuent à lutter contre l'épidémie de coronavirus, a annoncé samedi la Banque centrale chinoise, alors que la maladie a déjà fait plus de 250 morts dans le pays.

Le gouvernement va apporter son soutien aux entreprises clés et inciter les institutions financières à allouer un «niveau de crédits suffisant» pour les hôpitaux et les autres organisations médicales, a déclaré la Banque populaire de Chine (BPC) dans un communiqué. Ceci doit permettre de couvrir leurs besoins financiers pour un large éventail d'activités, de l'achat de fournitures médicales à la construction d'infrastructures sanitaires. La BPC va

aussi maintenir un «niveau raisonnable et suffisant» de liquidité monétaire pour faciliter l'accès au crédit. Des services financiers différenciés seront fournis aux régions et aux secteurs économiques touchés par le virus. La BPC a appelé les institutions financières à éviter de couper «aveuglement» dans les crédits consentis aux petites entreprises ou à certains secteurs économiques comme la distribution.

L'industrie manufacturière pourra aussi bénéficier de cette politique de soutien au crédit.

La banque centrale prévoit de baisser les taux d'emprunt et d'augmenter l'encours des prêts, qu'il s'agisse des prêts à moyen ou long terme, pour aider les entreprises à surmonter la crise.

CORONAVIRUS

La Russie impose des visas aux touristes chinois

La Russie a mis fin samedi à la possibilité pour les Chinois d'entrer sans visa sur son territoire afin d'y faire du tourisme et a arrêté de leur délivrer des visas de travail en raison de l'épidémie de pneumonie virale.

Ces mesures visent à «assurer la sécurité du pays, à protéger la santé publique et empêcher la propagation du nouveau coronavirus», peut-on lire dans un texte publié sur le site internet du gouvernement russe. Ce document officiel, daté de vendredi, précise que le FSB, les services de sécurité russes dont dépendent les gardes-frontières, mettra fin au tourisme sans visa à minuit samedi. Depuis 2000, les groupes de touristes chinois avaient le droit de voyager en Russie sans visa. Il est également décidé que les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères doivent cesser d'accorder des visas de travail aux ressortissants chinois. Le ministère des Affaires étrangères doit expliquer à la Chine que ces mesures sont «dues à des circonstances exceptionnelles et ne sont que provisoires». Jeudi, Moscou avait déjà annoncé la fin des visas électroniques que les Chinois pouvaient obtenir pour entrer dans certaines régions, en Extrême-orient et en Russie occidentale.



Le sommeil des ados, un vrai casse-tête

Impossibles à lever le matin, endormis en cours, au radar le week-end... Nos ados, pourtant en pleine croissance, ne se ménagent pas toujours au point de manquer de sommeil. Conseils pour intervenir efficacement.

Des adolescents souvent fatigués

Devant leur mine chiffonnée, on est tenté de secouer les adolescents nonchallants. Mais s'ils manquaient réellement de sommeil ? En 2005, une étude TNS-Sofres révélait que les jeunes de 15 à 19 ans en souffrent souvent. Ainsi, 55 % d'entre eux reconnaissent s'endormir dans la journée au moins une fois par semaine, 65 % se sentaient assez régulièrement fatigués au réveil, et 30 % évoquaient une somnolence pathologique ainsi qu'une tendance à l'endormissement dans la journée.

Comment expliquer ce mal chronique chez nos ados ?

Parce qu'ils grandissent à vitesse grand V, les hormones les travaillent et tout peut changer en quelques mois. Pas étonnant donc que le corps en pleine ébullition sollicite un maximum d'énergie et que les jeunes se sentent fatigués. En même temps, le rythme scolaire s'intensifie, les activités sportives sont aussi bien plus prenantes... et nos jeunes adultes jouent aux grands, ne rêvant que de vie nocturne.

Des répercussions sur la scolarité et la vie sociale

«L'écart entre leur besoin de récupération et le temps de sommeil qu'ils s'octroient se creuse, et beaucoup se trouvent dans une situation de «retard de phase», précise le Dr Michel Desjardet, pneumologue, responsable du Centre de sommeil de Laval. Pour lui, le phénomène est accentué par une mauvaise hygiène de vie : consommation excessive d'excitants (boisson au cola, café...) ou activités stimulantes avant le coucher (téléphone, Internet...). Le stress, particulièrement présent chez les jeunes filles, peut encore perturber l'endormissement. Pour toutes ces raisons, 37 % des ados souffriraient d'insomnie.

Comment se lever du bon pied quand le réveil est une souffrance ? Le réveil, d'ailleurs, ils ne l'entendent pas. Il faut alors les tirer du lit, au risque de provoquer un conflit chaque matin. Difficile d'arriver à l'heure en classe et de suivre un cours de maths à 8 heures quand on se sent engourdi. A 14 heures, après le repas, c'est pire encore, et il n'est pas rare de les voir piquer du nez.

Ces retards répétés et le manque de concentration risquent fort d'entraîner des



difficultés scolaires, auxquelles s'ajoutent bien souvent des problèmes de communication.

Cinq conseils pour un bon sommeil

- Supprimer les excitants après 18 heures. Pas de boisson au cola ou de jus d'orange.

- Éviter les activités stimulantes deux heures avant l'extinction des feux (si possible avant 22 heures pour les 10-12 ans et 23 heures pour les 14-16 ans) : on coupe la télé, l'ordinateur, le téléphone portable et on évite le sport après le dîner.

- Se lever à la même heure tous les jours. Même si l'on peut faire un extra le week-end, le réveil doit sonner avant 11 heures le matin.

- Se doucher pour émerger. Faites de la douche du matin un rituel et allumez les

lumières.

- Faire la sieste. Laissez-les lézarder après le déjeuner, mais pas au-delà de 16 heures et pas plus d'une heure.

- Si vous avez toujours appliqué ces règles d'or, les ados de 15 ou 14 ans devraient se mettre au calme dans leur chambre avant 10 heures. S'il faut intervenir alors qu'ils ont déjà pris de mauvaises habitudes, discutez avec eux, et pas juste avant le coucher en sévissant. Cela a toutes les chances d'être mal accepté et de retarder l'endormissement. Si le conseil ne suffit pas, à vous d'agir concrètement en supprimant la télé dans leur chambre et en éteignant celle du salon pas trop tard.

- L'avis extérieur d'un médecin peut aussi avoir plus de poids. Mais, dans tous les cas, pas de somnifères sans prescription : quelques granules homéopathiques à la limite, pour les aider à retrouver les bras de Morphée.

Quand faut-il s'inquiéter ?

Lorsque les ados restent déphasés et que d'autres symptômes accompagnent leur fatigue, il ne faut plus attendre pour traiter le problème et consulter.

Déprime cachée ? Si la fatigue s'accompagne d'une absence de confiance en l'avenir, d'un désintérêt pour tout et d'idées sombres, il peut s'agir d'un épisode dépressif. Mieux vaut agir sans tarder.

Endormissements dans la journée et baisse du tonus musculaire sous l'émotion ? Il peut s'agir de narcolepsie. Le problème n'est pas si rare (1 pour 1 000).

Besoin de seize heures de sommeil ou plus par jour ? Ces gros dormeurs sont toujours fatigués et n'émergent jamais réellement de leur sommeil. Il s'agit là d'hypersomnie idiopathique, peu fréquente (1 pour 10 000).

Adolescent : la nuit, le mobile nuit à leur santé mentale

L'utilisation nocturne de téléphones portables chez les ados peut entraîner un manque de sommeil ainsi que des risques pour la santé mentale, d'après une nouvelle étude venue du Japon, publiée dans la revue *Journal of Pediatric Psychology*.

Dans le cadre de l'étude, les chercheurs ont interrogé près de 18.000 élèves de collèges et de lycées au Japon. Les questions

portaient sur leur santé mentale, leur sommeil et leurs habitudes d'utilisation de téléphones portables.

Les chercheurs concluent que les ados qui utilisent leur portable après s'être couchés sont davantage touchés par des problèmes de santé mentale et rapportent davantage de pulsions suicidaires que ceux qui arrêtent d'utiliser leur portable au même moment.

Cette étude fait suite à des recherches antérieures, qui avaient déjà établi un lien entre un sommeil de mauvaise qualité et des problèmes de santé mentale chez les adolescents, dont des travaux publiés l'année dernière dans la revue *Journal of Psychiatric Research*, qui ont montré que les adolescents qui ont du mal à dormir sont plus enclins aux pulsions suicidaires.



Les garçons aussi souffrent de troubles alimentaires



À l'adolescence, 1 garçon sur 5 se préoccupe de son poids et de son physique. Au prétexte de gagner du muscle, certains prennent des risques alimentaires. Mais ils se font moins repérer que les filles.

On associe souvent les troubles alimentaires (anorexie, boulimie...) à un comportement typiquement féminin. Pourtant, il semble que de plus en plus de garçons soient atteints par un de ces troubles à l'adolescence. C'est en tous cas ce qui ressort d'une étude américaine menée par les chercheurs de l'hôpital pédiatrique de Boston. Ces derniers ont étudié les dossiers de 5500 jeunes patients, et ils se sont aperçus que 17,5% d'entre eux, soit près de 1 sur 5, étaient concernés par leur poids et leur physique au point de tomber dans des dérives alimentaires.

« Garçons et filles ne présentent pas les mêmes signes extérieurs de troubles alimentaires », explique le Dr Alison Field, qui a dirigé cette étude. « On a l'habitude de prendre en compte les préoccupations d'extrême minceur des jeunes filles mais nous sommes moins habitués à tenir compte des préoccupations musculaires des garçons. Or, en voulant à tout prix prendre du muscle, ils tombent eux aussi dans des dérives, comme prendre des laxatifs ou des vomitifs dans l'espoir de faire fondre la graisse. D'autres perdent tout repère nutritionnel et tombent dans le binge drinking (la consommation d'une forte quantité d'alcool en peu de temps, ndr) », insiste le médecin.

Cette dernière souhaite alerter les parents mais aussi les médecins généralistes sur le fait que ces comportements sont de plus en plus fréquents. Pour cette étude, elle a suivi les adolescents de 1999 à 2010, et a constaté que les troubles alimentaires chez les garçons étaient plus fréquents aujourd'hui qu'il y a onze ans.

Les oreilles des ados en danger

Une étude internationale menée par Hear the World révèle que le niveau sonore dans les salles de classe a un impact sur la santé et la réussite scolaire des collégiens et des lycéens.

Cette étude menée par Hear the world, et qui a sollicité près de 300 élèves originaires de France, d'Allemagne, d'Italie, de Suisse et des États-Unis, met en lumière le fait que les collégiens et les lycéens se sentent distraits, irrités et stressés par de fortes nuisances sonores pendant les cours. A cela s'ajoute, l'utilisation des lecteurs MP3 à des niveaux sonores dangereux pour leur ouïe !

60 décibels en classe

En classe, les nuisances sonores proviennent souvent de multiples sources, ce qui est difficile à gérer : activité des élèves, son émanant des équipements scolaires comme les ordinateurs et les projecteurs, les sons provenant des classes voisines ou encore provenant des systèmes de climatisation et de refroidissement. Avec un niveau sonore moyen de 60 décibels dans les salles de classe, les élèves rencontrent des difficultés à comprendre leurs professeurs, dont la portée de voix est estimée en moyenne à 65 décibels.

Avec un bruit de fond élevé et permanent, il est très difficile pour les élèves avec ou sans problèmes auditifs, de suivre les cours. La résulante est la baisse de l'attention et de la motivation.

Les lecteurs MP3 en cause

Le bruit dans les classes n'est pas la seule raison de la baisse de l'audition des ados. En effet un nombre croissant de jeunes souffrent activement leur ouïe à des niveaux sonores élevés lors de leur temps libre. Bien que les lecteurs MP3 ne soient pas les seuls coupables, ils représentent l'une des causes des problèmes auditifs affectant une part non négligeable des adolescents français.



Selon l'étude hear the world, 55% des 14-19 ans écoutent de la musique sur leur MP3 ou téléphone mobile plus de 3h par jour, au moins 5 à 6 jours par semaine ! En outre, 8 ados sur 10 écoutent leur MP3 plus de 50% au-dessus du volume moyen et 51% poussent le

volume jusqu'à 70% plus fort que le volume tolérable.

Un site internet www.hear-the-world.com est donc à leur disposition pour qu'ils testent leur audition en ligne et qu'ils apprennent quand "fort" devient "trop fort".

Migraine, eczéma, asthme

Les risques cachés des déo en spray

Inhaler des doses quotidiennes de déodorant en spray n'est pas sans risque pour la santé. Notamment pour les ados qui ont tendance à remettre du déo plusieurs fois dans la journée. Grâce à des campagnes marketing rondement menées, le déodorant est devenu le produit cosmétique le plus utilisé chez les ados et plus particulièrement chez les garçons de 13 à 19 ans. « Ce sont les premiers consommateurs, même si ce sont leur mère qui achètent le produit » peut-on lire dans une enquête de Marketing Magazine.

Mais faire un pschitt de déo plusieurs fois dans la journée n'est pas sans danger car inhaler les fumées de ces sprays en trop grande quantité peut provoquer diverses réactions allergiques, cutanées ou respiratoires, ou des crises de migraines.

La transpiration est un phénomène normal qui survient lorsque la température corporelle augmente. Notre corps procède alors à une thermorégulation et en transpirant, il permet au corps de se refroidir en générant

de la sueur et de revenir à sa température normale. En s'évaporant, l'excès de chaleur est éliminé, la température interne se stabilise, mais une odeur peut aussi apparaître. Et pour de nombreux ados, la transpiration et les odeurs qui y sont liées peuvent vivre à l'obsession : ils usent et abusent alors de déodorants qui permettent de masquer l'odeur.

Déodorants : jamais dans une salle de bain fermée

« Sur les étiquettes de ces déodorants on peut lire qu'il est déconseillé de les utiliser dans des espaces confinés. Mais il faut bien reconnaître que personne n'ouvre les fenêtres ou ne sort dans le jardin avant de se mettre du déodorant sous les aisselles » explique le Dr Peter Dingle, spécialiste de l'environnement à l'Université de Perth, en Australie. « En outre, les ados qui regardent les publicités pour déo voient des hommes qui s'en appliquent largement, y compris sur le torse. Ils reproduisent donc les gestes qu'ils sont censés



ne pas faire. Je conseille donc aux ados d'utiliser des déodorants à bille pour éviter tout problème respiratoire » a-t-il expliqué au Daily Mail. A noter que certains aliments peuvent favoriser les odeurs corporelles : l'ail, l'oignon, le curry, par exemple.

SOMALIE: L'invasion des criquets déclarée "urgence nationale"

La Somalie a annoncé hier que l'invasion de criquets balayant la Corne de l'Afrique était traitée comme une "urgence nationale" car ces insectes dévastent l'approvisionnement alimentaire dans l'une des régions les plus pauvres et les plus vulnérables du monde.

"Le ministère de l'Agriculture (...) déclare une urgence nationale en raison de la recrudescence actuelle des criquets pèlerins, qui constituent une menace majeure pour la fragile situation de la sécurité alimentaire en Somalie", écrit ce ministère dans un communiqué.

La Somalie est le premier pays de la région à se mobiliser au niveau national pour lutter contre les essaims de criquets affamés, dont l'apparition, selon des experts, est liée à des variations climatiques extrêmes.

Cette annonce a été faite alors que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation (FAO) a indiqué que l'Afrique de l'Est pourrait connaître une crise alimentaire sans précédent en raison d'une invasion acridienne qui pourrait s'étendre davantage dans les mois qui viennent. "L'Éthiopie et la Somalie n'avaient pas vu d'essaims de criquets pèlerins d'une telle ampleur depuis 25 ans, et le Kenya n'avait pas eu à affronter une menace acridienne d'une telle force depuis 70 ans", selon la conclusion de la FAO.

Selon l'organisation, si rien n'est fait le nombre de criquets pourrait en effet être multiplié par 500 d'ici le mois de juin. De son côté, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) a appelé à des mesures de contrôle urgentes alors que l'Éthiopie, le Kenya et la Somalie sont envahis par de gigantesques essaims de criquets pèlerins dans l'une des pires infestations jamais connues par les trois pays africains.

"L'Éthiopie, le Kenya et la Somalie sont envahis par d'immenses essaims de criquets pèlerins dans la pire infestation de criquets pèlerins en 70 ans au Kenya et en 25 ans en Éthiopie et en Somalie", a déclaré l'OCHA dans un communiqué. L'OCHA a également affirmé que l'actuelle invasion "a détruit des centaines de kilomètres de végétation en Éthiopie et des dizaines de milliers d'hectares de terres en Somalie".

MALAWI L'UA appelle les Malawites au calme en attendant le verdict sur le résultat de la présidentielle

Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, a exhorté toutes les parties prenantes, y compris les partis politiques et leurs partisans, à respecter l'Etat de droit avant, pendant et après la prononciation du verdict de la Cour constitutionnelle du Malawi, aujourd'hui 3 février, sur une pétition au sujet du résultat de l'élection présidentielle du 21 mai dernier. Selon un communiqué de l'UA publié dimanche, le président de la commission "suit de près" l'évolution de la situation au Malawi, où la Cour constitutionnelle doit rendre son jugement aujourd'hui concernant la pétition électorale qui conteste le résultat de la présidentielle. Félicitant le peuple du Malawi pour sa conduite en grande partie pacifique au cours des procédures judiciaires, M. Mahamat a exprimé l'engagement de l'UA à travailler "en étroite collaboration" avec la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et les dirigeants de la région et à "soutenir leurs efforts". A cet égard, l'organisation panafricaine, composée de 55 membres, s'associe à la déclaration faite au nom de la SADC par Emmerson Mnangagwa, président du Zimbabwe et président de l'organe de la SADC pour la coopération en matière de politique, de défense et de sécurité, selon le communiqué. La Cour constitutionnelle du Malawi doit annoncer ce jour si l'élection présidentielle remportée par le sortant Peter Mutharika en mai 2019 est annulée ou validée, après des mois de manifestations violentes dans ce petit pays d'Afrique australe.

BÉNIN/ Des milliers de vendeurs délogés d'un grand marché à Cotonou

Les autorités béninoises ont délogé des milliers d'habitants et vendeurs d'un grand marché de Cotonou, selon des témoins.

Il s'agit de l'un des plus importants déguerpissements de commerçants de marché dans le pays. "Nous sommes sans habitation ni commerce. Nous n'avons aucune issue. On nous a dit que nous sommes des occupants illégaux", a déclaré samedi en sanglots, Hounsa Dekinnou, vendeuse de poissons d'une cinquantaine d'années, sur la berge lagunaire de Cotonou.

Comme des milliers d'autres habitants de cette berge qui ceinture le marché international de Dantokpa, le plus grand de Cotonou, elle a reçu fin janvier un document de "sommation". Elle vivait sur la berge depuis plus de quinze ans avec ses trois enfants et ses petits fils. Désormais, tous se retrouvent à la belle étoile.

Le document, signé du préfet du département du Littoral, Jean Claude Codjia leur notifiât une occupation illégale de la berge "au mépris de l'article 264 de la loi portant sur le Code foncier". "Nos administrés étaient informés et plusieurs séances ont été tenues. Ils ont reçu des sommations avant que la préfecture ne débarque avec les gros engins", se défend Ange Donatien Boko. "Selon lui, tous les occupants n'ont pas été traités à la même enseigne. "Seuls ceux qui y vivaient illégalement ont été délogés



sans dédommagement", soutient-il. "Certains ont pu justifier de titres de propriété et une procédure les concernant est en cours".

Au moins six quartiers sont concernés par le déguerpissement et, dans certains d'entre eux comme Dantokpa, l'opération est importante. "Nous avons consentis à ce déguerpissement dans la douleur. On nous a dit que c'est un do-

main public. Nous n'aurons pour seul soulagement que les travaux annoncés et que nous attendons de tout coeur", déclare Marcel Hounnoukon, pêcheur vivant dans le quartier depuis dix ans. Plusieurs organisations de défense des personnes démunies et des pêcheurs ont engagé des actions aux côtés des déguerpis et, pour l'heure, un important dispositif policier surveille la berge.

EST DE LA RDC : 7 tués à Beni, riposte anti-Ebola suspendue en Ituri

Sept personnes ont été tuées par des miliciens à Beni dans l'est de la République démocratique du Congo, et les activités anti-Ebola ont été suspendues à Biakato dans la province voisine de l'Ituri après une autre attaque, a-t-on indiqué samedi de sources concordantes. Sept cadavres et sept personnes blessées ont été retrouvés samedi dans la cité de Mamove dans le territoire de Beni (Nord-Kivu), selon l'ONG Centre d'étude pour la promotion de la paix, la démocratie et les droits de l'homme (Cepadho). La nuit, des miliciens mai-mai avaient attaqué trois positions de la police congolaise, ajoute l'ONG. Une série d'attaques meurtrières attribuées au groupe armé Forces démocratiques alliées (ADF) ont été rapportées ces derniers jours dans la région de Beni, après des semaines d'accalmie. Dans la province voisine de l'Ituri (nord-est), des miliciens ont attaqué l'hôpital de Biakato, un centre de riposte contre Ebola, selon des témoignages, cités par l'AFP. D'après la radio onusienne Okapi, "les activités de ri-

poste sont également suspendues depuis ce samedi à la suite de cette attaque qui a créé la panique dans cette entité". Les assaillants ont été repoussés par les Casques bleus de la Mission des Nations unies au Congo (Monusco) et l'armée congolaise, après avoir causé des dégâts matériels, selon différentes sources. La semaine dernière, les installations de la radio Amkeni, engagée dans la diffusion de messages anti-Ebola et qui émet à Biakato ont été incendiées, d'après Reporters sans frontières (RSF). Déclarée en août 2018, l'épidémie d'Ebola qui sévit dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri a fait 2.244 morts sur 3.423 cas de contamination enregistrés. Les activités de riposte contre la maladie sont régulièrement perturbées en raison de l'insécurité due à des violences armées dans ces deux provinces. A cela s'ajoute la résistance d'une partie des populations locales (déni de la maladie, refus de la vaccination, de l'hospitalisation des proches contaminés et des enterrements sécurisés...).

EST DE LA RDC : 7 tués à Beni, riposte anti-Ebola suspendue en Ituri

Sept personnes ont été tuées par des miliciens à Beni dans l'est de la République démocratique du Congo, et les activités anti-Ebola ont été suspendues à Biakato dans la province voisine de l'Ituri après une autre attaque, a-t-on indiqué samedi de sources concordantes. Sept cadavres et sept personnes blessées ont été retrouvés samedi dans la cité de Mamove dans le territoire de Beni (Nord-Kivu), selon l'ONG Centre d'étude pour la promotion de la paix, la démocratie et les droits de l'homme (Cepadho). La nuit, des miliciens mai-mai avaient attaqué trois positions de la police congolaise, ajoute l'ONG. Une série d'attaques meurtrières attribuées au groupe armé

Forces démocratiques alliées (ADF) ont été rapportées ces derniers jours dans la région de Beni, après des semaines d'accalmie. Dans la province voisine de l'Ituri (nord-est), des miliciens ont attaqué l'hôpital de Biakato, un centre de riposte contre Ebola, selon des témoignages, cités par l'AFP. D'après la radio onusienne Okapi, "les activités de riposte sont également suspendues depuis ce samedi à la suite de cette attaque qui a créé la panique dans cette entité". Les assaillants ont été repoussés par les Casques bleus de la Mission des Nations unies au Congo (Monusco) et l'armée congolaise, après avoir causé des dégâts matériels, selon différentes sources. La semaine

dernière, les installations de la radio Amkeni, engagée dans la diffusion de messages anti-Ebola et qui émet à Biakato ont été incendiées, d'après Reporters sans frontières (RSF). Déclarée en août 2018, l'épidémie d'Ebola qui sévit dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri a fait 2.244 morts sur 3.423 cas de contamination enregistrés. Les activités de riposte contre la maladie sont régulièrement perturbées en raison de l'insécurité due à des violences armées dans ces deux provinces. A cela s'ajoute la résistance d'une partie des populations locales (déné de la maladie, refus de la vaccination, de l'hospitalisation des proches contaminés et des enterrements sécurisés...).

AFRIQUE DU SUD: Le maire de Pretoria embourbé dans un scandale va démissionner

Le maire de la capitale sud-africaine Pretoria, a annoncé hier sa démission d'ici fin février en raison d'un scandale, affirmant n'avoir "enfreint aucune loi", ont rapporté les médias. "C'est avec regret que j'informe la population de la municipalité de Tshwane", qui englobe Pretoria. "de mon intention de démissionner de mon poste de maire (...) avant le conseil municipal de la fin février", a déclaré Stevens Mokgalapa dans un communiqué. "Je tiens à préciser que je n'ai enfreint aucune loi, (...) mais au final, j'en suis arrivé à la conclusion qu'il était mieux pour la ville que je démissionne", a conclu le membre de l'Alliance démocratique (DA), le principal parti d'opposition en Afrique du Sud. Stevens Mokgalapa était sous pression pour quitter son poste après la diffusion d'un enregistrement audio dans lequel il faisait, auprès d'une conseillère municipale, des remarques désobligeantes sur des collègues de la DA. La DA "a pris note" dimanche de l'annonce de sa démission, précisant "entamer le processus pour nommer un nouveau maire". L'Alliance démocratique, qui avait décroché le contrôle de plusieurs grandes villes du pays (Pretoria, Johannesburg, Port Elizabeth) à la suite des municipales de 2016, accumule depuis les revers dans ces municipalités. Elle a perdu les postes de maire de Johannesburg et de Port Elizabeth (sud-est). En octobre, le maire de Johannesburg, Herman Mashaba, avait annoncé sa démission et son départ de DA en reprochant au parti son approche de la question raciale, toujours très sensible dans le pays. La DA n'a pas réussi à imposer son nouveau candidat à la mairie de Johannesburg, qui est repassé récemment aux mains du Congrès national africain (ANC, au pouvoir).

APS

DIPLOMATIE

Le plan de paix proposé par Washington non conforme aux dispositions de l'ONU

Le plan de paix au Proche-Orient proposé par les Etats-Unis, l'«accord du siècle», n'est pas conforme aux dispositions des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations unies sur cette question, a affirmé hier le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

«L'accord du siècle» proposé par les Etats-Unis ne respecte pas les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies pour résoudre le conflit dans la région. Quand nous voyons la réaction négative de la Palestine et de plusieurs autres pays à ce plan, nous doutons de sa viabilité», a souligné le porte-parole du Kremlin (présidence russe) lors d'un programme télévisé. La diplomatie russe avait réagi, jeudi, au plan américain de paix en notant que le dernier mot pour un règlement équitable du conflit au Proche-Orient «devrait appartenir aux Palestiniens et aux Israéliens...». Elle a également souligné «la disposition de la Russie à continuer à œuvrer, dans le cadre des efforts collectifs visant à parvenir à un règlement global au conflit arabo-israélien et à coordonner en étroite collaboration avec les partenaires palestiniens et israéliens ainsi qu'avec toutes les parties concernées, pour réaliser une paix durable au Proche-Orient». Le président américain, Donald Trump, a dévoilé mardi dernier son plan de «Paix pour le Proche-Orient» qui promet, selon lui, une solution «réaliste à deux Etats» sous plusieurs conditions pour les Palestiniens. Le président palestinien Mahmoud Abbas a annoncé samedi la rupture de «toutes les relations», y compris sécuritaires, entre l'Autorité palestinienne d'une part, et Israël et les Etats-Unis d'autre part,



qualifiant le plan américain de «violation des accords d'Oslo» signés en 1993.

Donald Trump a proposé la création, d'un Etat palestinien amputé de la vallée du Jourdain et des colonies israéliennes qui seraient annexées par Israël, et avec une capitale reléguée dans les faubourgs d'El Qods-Est occupée. Les dirigeants palestiniens ont immédiatement refusé de négocier sur cette base. La Ligue des Etats arabes, de son côté, a annoncé samedi rejeter ce plan de paix américain,

affirmant qu'il était «injuste» envers les Palestiniens.

L'organisation s'est réunie au Caire, au niveau des ministres des Affaires étrangères, et en présence du président palestinien Mahmoud Abbas, après l'annonce du plan américain. L'organisation a indiqué, dans un communiqué publié à l'issue de la réunion, qu'elle «rejetait l'accord (...) américano-israélien étant donné qu'il ne respecte pas les droits fondamentaux et les aspirations du peuple palestinien».

LÉGISLATIVES EN IRAN :

Le peuple doit avoir le «droit de choisir» entre différentes tendances (Rohani)

Les Iraniens doivent avoir le «droit de choisir» entre différentes tendances, a déclaré hier le président Hassan Rohani sur fond de controverse grandissante à propos de la disqualification de milliers de candidats aux législatives du 21 février.

M. Rohani a loué l'héritage politique du fondateur de la République islamique, dans le cadre des célébrations annuelles de la révolution de 1979. «L'Imam (Khomeiny) a insisté sur le fait que les gens doivent participer à toutes les élections et qu'ils ont le droit de choisir», a déclaré M. Rohani dans cette allocution diffusée par la télévision d'Etat.

«Quiconque empêche les gens de choisir et ne leur permet pas de choisir entre des tendances différentes, et quiconque décourage les gens de se rendre aux urnes, est certainement loin de la voie de l'Imam», a-t-il ajouté, entouré de membres du gouvernement. Une polémique virulente oppose depuis une quinzaine de jours la coalition soutenant le gouvernement de M. Rohani, conservateur modéré, au Conseil des Gardiens de la Constitution, organe chargé de la validation des candidatures à ces élections.

Selon des chiffres de cet organe chargé de la validation des candidatures et dominé par les ultraconservateurs, environ 9.500 candidats (sur près de 14.500) ont été invalidés, dont 92 députés sortants de toutes tendances.

Ces candidats ont néanmoins la possibilité de faire appel. Rendant hommage à Khomeiny comme au «père du républicanisme en Iran», M. Rohani a déclaré que celui-ci, après la victoire de la révolution contre le régime du Chah (le 11 février 1979) avait «refusé» d'instaurer un «califat» et «choisi la République islamique».

Dans son discours, M. Rohani a fait référence à la révolution constitutionnelle manquée de 1905, première tentative d'instauration de la démocratie en Iran ayant échoué avec la restauration quelques années plus tard d'une monarchie absolue.

Il a averti que la même chose pourrait advenir de la République islamique si les élections deviennent un simple «cérémonial» avec une faible participation populaire. Depuis la mi-janvier, le président multiplie les appels à la mobilisation de l'électorat alors que nombre d'analystes prédisent un échec le 21 février à son alliance de gouvernement formée par les modérés et les réformateurs.

Lundi, il avait mis en garde contre les menaces qui pèsent selon lui sur «la démocratie et la souveraineté nationale» de la République islamique.

IRAK :

Le Premier ministre désigné fait des promesses aux manifestants

L'ancien ministre irakien des Télécommunications, Mohammed Allawi, a été choisi samedi pour former un gouvernement, promettant de répondre aux demandes clés des manifestants mais la rue semblait partagée sur cette nomination. A Bagdad, les partisans de l'influent leader chiite Moqtada Sadr sont venus en masse samedi sur la place Tahrir, épicentre du mouvement de contestation, affichant leur soutien au Premier ministre désigné. Mais de nombreux manifestants dans la capitale et le Sud ont rejeté cette nomination.

Les blocs politiques au Parlement sont arrivés en extrême à un consensus sur le nom de Mohammed Allawi, alors que le délai qui leur était imparti expirait samedi. Adel Abdel Mahdi, le prédécesseur de M. Allawi, avait démissionné

début décembre sous la pression d'un mouvement de contestation inédit qui avait éclaté en octobre à Bagdad et dans le Sud et accusait la classe politique d'incompétence et de corruption.

Le mouvement réclamait ces derniers jours des élections anticipées et un nouveau Premier ministre indépendant, et il avait déjà rejeté en bloc de nombreux noms évoqués pour ce poste, dont celui de M. Allawi. Le bureau de la présidence a publié des photos du président Barham Saleh en train de remettre à M. Allawi le décret sur sa nomination. S'exprimant à la télévision d'Etat, M. Allawi a promis de former un gouvernement représentatif, tenir des élections anticipées et s'assurer que justice sera rendue pour les manifestants tués lors du mouvement de contestation qui a été

marqué par la mort de plus de 480 personnes, majoritairement des protestataires. «Cette désignation place une immense (...) responsabilité sur mes épaules», a dit le responsable politique de 65 ans. «Je vous demande de poursuivre les manifestations, car si vous n'êtes pas avec moi, je serai seul et je ne pourrai rien faire», a-t-il indiqué plus tôt sur Twitter, s'adressant aux manifestants.

M. Allawi fait en effet face au défi de former un gouvernement sur fond de profondes divisions au sein de la classe politique irakienne, et sous l'oeil scrutateur des deux alliés de l'Irak, les Etats-Unis et l'Iran, eux-mêmes ennemis. Les Nations unies ont salué sa nomination, rappelant qu'il faisait face à une «tâche monumentale».

BOLIVIE :

Arrestation de deux ex-membres du gouvernement de Morales

La police bolivienne a interpellé samedi deux ex-membres du gouvernement de l'ancien président en exil Evo Morales alors qu'ils s'apprétaient à partir au Mexique après avoir reçu un sauf-conduit du gouvernement de transition, ont annoncé des médias et M. Morales. Les ex-ministres des Affaires minières César Navarro et du Développement rural Pedro Damian Dorado, qui se trouvaient dans les locaux diplomatiques du Mexique depuis une quarantaine de jours, ont été interpellés à l'aéroport de La Paz en présence de fonctionnaires de l'Union européenne et de l'ambassade mexicaine, selon le quotidien Pagina Siete. «Même dans les pires dictatures latino-américaines, les sauf-conduits étaient respectés. Aujourd'hui, à 05h00 du matin, à l'aéroport d'El Alto, César Navarro et Pedro Damian Dorado ont été arrêtés. Leurs vies sont en danger. Nous exigeons le respect du droit international», a écrit sur Twitter Evo Morales, qui se trouve lui-même en exil en Argentine depuis décembre. Cette arrestation intervient après celle vendredi à La Paz de l'avocate de l'ex-président bolivien, Patricia Pamela Hermosa Gutiérrez, pour «sédition, terrorisme et financement du terrorisme». Mme Hermosa et un autre avocat avaient été chargés la veille par M. Morales de réaliser, auprès du Tribunal suprême électoral bolivien, des démarches pour permettre à l'ancien président de se présenter aux élections législatives de mai. Sur Twitter, Evo Morales a affirmé que les autorités boliviennes avaient saisi tous ses documents personnels, y compris son livret militaire, qu'il avait confiés à son avocate en vue de réaliser ces démarches. Evo Morales avait démissionné sous la pression des forces armées après sa victoire au premier tour de l'élection présidentielle du 20 octobre, un scrutin entaché d'irrégularités selon l'Organisation des Etats américains (OEA).

RAPATRIEMENT DE TERRORISTES :

La Croix-Rouge appelle les Etats «à assumer leurs responsabilités»

Les pays doivent «assumer leurs responsabilités» et «trouver des solutions de rapatriement» pour leurs ressortissants, terroristes détenus en Syrie ou en Irak, plaide le président du Comité international de la Croix-Rouge, Peter Maurer, dans le journal suisse *Le Matin Dimanche*.

«Les pays doivent assumer leurs responsabilités, trouver des solutions de rapatriement et juger les personnes qui doivent l'être pour les violations qu'elles ont commises», a déclaré M. Maurer, faisant remarquer que «sous ces mêmes pays ont été les premiers à parler de responsabilité du pays d'origine

lorsqu'il s'agissait de retour de migrants». «Ils devraient y penser aujourd'hui», relève le chef de la Croix-Rouge qui dit comprendre que ces pays «aient des soucis de sécurité», mais juge-t-il, «laisser ces gens dans les prisons, les priver de leur statut ou de leur nationalité n'est pas une solution».

Les retours dans les pays occidentaux comme l'Autriche, l'Allemagne ou la France ont lieu au compte-gouttes. Mi-janvier, la Commission d'enquête indépendante et internationale (COD) sur la Syrie, créée en 2011 par le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, s'était notamment alarmée du sort

réservé aux enfants de terroristes étrangers qui se trouvent en Syrie.

Début novembre, une responsable du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme, Marie-Dominique Parent, avait chiffré à entre 700 et 750 le nombre d'enfants nés de parents ressortissants de l'UE qui sont retenus dans des camps du nord-est de la Syrie. Au total, quelque 12.000 étrangers, 4.000 femmes et 8.000 enfants, sont installés dans trois camps de déplacés du nord-est, la grande majorité dans celui d'Al-Hol, selon des statistiques aux autorités kurdes.

STREAMING VIDEO

Pas de publicité pour Netflix

Alors que les annonceurs et investisseurs font pression de tous leurs poids pour accéder à cet espace médiatique fortement fréquenté, le patron de la plateforme de streaming vidéo Netflix a encore dit niet à toute insertion publicitaire sur les écrans de sa plateforme.

Reed Hastings a en effet confirmé que le modèle économique de sa société ne comptait pas intégrer de la publicité, au moment où les analystes s'attendaient à une ouverture de la plateforme, rudement concurrencée par de nouveaux arrivants sur le marché. « Avec l'arrivée de nouveaux acteurs de taille sur le marché du streaming, Netflix pourrait être tenté de se tourner vers la publicité pour multiplier rapidement ses revenus, avance le site 20minutes.fr, ajoutant que c'est une « rumeur qui

revient régulièrement », avant de noter que pour le patron de Netflix, « il n'en est toujours pas question ». L'annonce a été faite au moment où ce dernier présentait le bilan financier de son entreprise qui ne semble pas à la peine : « Des résultats qui se sont révélés positifs pour Netflix avec un chiffre d'affaires en hausse, + 31 % sur un an, soit 5,47 milliards de dollars et 587 millions de dollars de bénéfice net. Son nombre d'utilisateurs a également augmenté », constate 20minutes.fr.

DKNews



PUBLICITÉ

Publicité

TIZI-OUZOU : Institution «prochainement» d'un festival de poésie en l'honneur de Cherif Kheddam

Un festival national de poésie en l'honneur du maestro de la chanson kabyle Cherif Kheddam sera institué «prochainement», a-t-on appris hier du président de l'Assemblée populaire de wilaya de Tizi-Ouzou (APW), Youcef Aouchiche.

Le festival qui sera localisé dans le village natal de l'artiste, Boumessouad dans la commune d'Imsohual au Sud-est de Tizi-Ouzou, se veut à la fois «un hommage et une reconnaissance à ce grand artiste qui avait produit des merveilles et hissé la chanson kabyle et algérienne à l'universalité», a souligné Aouchiche.

A cet effet, a-t-il indiqué, «une cagnotte d'un million de DA sera dévolue par l'APW au profit de cette commune pour l'organisation de la première édition du festival qui interviendra probablement lors de la commémoration du 10ème anniversaire de la disparition de Cherif Kheddam», le 23 janvier 2012.

La décision, a-t-il ajouté, «a été prise en collaboration avec le comité du village, de la famille du défunt et de l'APC d'Imsohual lors d'une cérémonie de commémoration, samedi, du 9ème anniversaire de la disparition de l'artiste et du 1er prix du village lauréat du concours Rabah Aissat du village le plus propre obtenu lors de la dernière édition».

Né en 1927 à Boumessouad, Cherif Kheddam, a marqué de son empreinte la chanson kabyle et algérienne avec ses productions de qualités musicale et textuelle inégalées,



ainsi que l'Histoire de la radio nationale. Après une formation coranique dans une zaouïa à Tazmalt (Béjaïa), il s'installa à Alger puis en France où il exerça plusieurs métiers avant que son génie musical le mène à suivre des cours du soir de solfège et de chant qui lui ouvriront la porte d'une grande carrière. Dès 1956, il signa un contrat avec la maison d'édition Pathé Marconi qui sortira ses premières chansons dont la célèbre

«Yellis n'tmurt» (fille du pays). A l'indépendance de l'Algérie, il retourna au pays et anima une émission «Ighennayen Uzekka» (Chanteurs de demain) sur les ondes de la chaîne II de la radio nationale qui a permis la découverte du talent musical de plusieurs grands chanteurs. Hospitalisé dans un hôpital parisien, il est mort le 23 janvier 2012 à l'âge de 85 ans et inhumé dans son village natal.

TIARET : Présentation en avant- première du long métrage «Bekhita»



Le long métrage «Bekhita», réalisé par Abdelkader Dekkiche et produit par l'association «El Mechâal» a été projeté en avant-première samedi à la maison de la culture «Ali Maachi» de Tiaret. Ce long métrage, d'une heure et demi, a été co-réalisé par Azzeddine Djadour et son scénario écrit par Manal Boutamra et Imadeddine Feghouli, tous deux membres de l'association culturelle «El Mechâal» spécialisée en 4e art qui est à sa première expérience cinématographique du genre, a indiqué le réalisateur. Ce film, où 17 comédiens amateurs démontrent leurs talents, allie comédie et tragédie pour traiter l'histoire

d'une famille pauvre qui décide de donner un de ses membres à une autre famille en contrepartie d'une somme d'argent. Mais la réalité est autre. La famille Bekhita s'aperçoit qu'il s'agit d'une arnaque. La fillette a été livrée à une horde qui pratique toutes les formes de criminalité. Une fois adulte, Bekhita fut utilisée pour escroquer des victimes leur faisant croire qu'elle a des connaissances en sorcellerie et en voyance, avant qu'elle trouve une fin tragique. Le public, qui a fort apprécié le film, trouve que les acteurs ont bien campé leurs rôles véhiculant des messages sur des phénomènes et faits de société réels.

PUBLICITÉ

EL-OUED : 9 pays présents au Festival international du monodrame féminin



Neuf pays prennent part à la première édition du festival international du monodrame féminin (El-Oued, 2-5 février), ouvert hier à la Maison de la culture Mohamed Lamine Lamoudi. Outre le pays hôte, sont représentés huit pays arabes et européens, à savoir Palestine, Egypte, Tunisie, Maroc, Libye, Syrie, Espagne et Irak, a indiqué le commissaire du festival, Nabil Messai Ahmed. La cérémonie d'ouverture du festival a été marquée par une représentation de 55 minutes intitulée "Dekkat", interpré-

tée dans une langue mêlant l'arabe dialectal et classique et inspirée d'une production théâtrale réalisée par Tounès Ait-Ali et d'une scénographie de Mourad Bouchehir.

La pièce retrace l'histoire d'une quadragénaire souffrant de troubles psychologiques et qui, dans un monde changeant qui a perdu ses valeurs humaines, vit isolée et recluse dans un milieu social plein de haine, de rancœur et de vengeance, la poussant jusqu'à la toxicomanie.

Lors du festival, l'Algérie prend part

avec deux œuvres, "Aoudjaa El-Semt" et "Ahat El-Djazair", deux représentations inspirées de la vie quotidienne. La Tunisie est présente avec deux œuvres également, "Radjelouna" et "Deta Youm", tandis que la Palestine, la Libye et la Syrie présentent respectivement "El-Medjenouna", "Hikaya Traboulsia" et "Nadima".

Les œuvres "Anyab" (Irak), "Achikatou El-Mawt" (Maroc), "Ana Carmen" (Egypte) et "Kadiyet Foustane" (Espagne), figurent aussi au programme de ce festival dédié à la re-

grettée comédienne Sonia (décédée le 13 mai 2018). En marge du festival se tiennent trois ateliers de formation consacrés à la scénographie, l'interprétation et le script, en plus de la présentation de quatre communications académiques en rapport avec le monodrame et les expériences algérienne, tunisienne et libyenne dans le théâtre féminin. Cette première édition du festival international du monodrame féminin est organisée par l'association "Settar" de création théâtrale.

Publicité

CYCLISME:

L'Espagnol Marc Soler remporte le 3^e trophée du Challenge de Majorque

L'Espagnol Marc Soler (Movistar), vainqueur du Paris-Nice en 2018, a remporté samedi le trophée Pollença - Port d'Andratx (168,9 km), la troisième des quatre courses au programme du Challenge de Majorque.

Sur ce profil de moyenne montagne, l'Espagnol est parvenu à distancer de onze secondes l'Autrichien Gregor Mühlberger (Bora-Hansgrohe), troisième la veille derrière Alejandro Valverde et Emanuel Buchmann.

Les deux coureurs sont arrivés plus d'une minute avant le reste des concurrents. L'Italien de la Movistar Davide Villella complète le podium, troisième à une minute et quatre secondes.

La quatrième et dernière épreuve du Challenge se disputera dimanche sur 159,6 km entre Playa de Palma et Palma de Majorque, et comportera un col de troisième catégorie, avant un final plat.

Le Challenge de Majorque (ou semaine de Majorque) a coutume de lancer la saison cycliste en Espagne, et se compose de quatre «trophées» indépendants.

Les cyclistes peuvent participer à toutes les courses, ou choisir d'en courir seulement quelques-unes.

Classement du Trophée Pollença - Port d'Andratx:

1. Marc Soler (ESP/MOV), les 168,9 km en 4 h 17:56 (moyenne: 39, 289km/h)
2. Gregor Mühlberger (AUT/BOR) à 0:11.
3. Davide Villella (ITA/MOV) à 0:10:04.

SKI ALPIN:

Federica Brignone remporte le super-G de Sotchi

L'Italienne Federica Brignone a remporté hier le super-G de Coupe du monde féminine de ski alpin de Sotchi en Russie, devant sa compatriote Sofia Goggia et la Suisse Joana Haehlen.

Le Super-G, qui s'est déroulé en l'absence de la reine de la discipline, l'Américaine Mikaela Shiffrin, a finalement pu être disputé après l'annulation des épreuves de descente féminine samedi en raison de fortes chutes de neige dans la station de Rosa Khutor, qui avait accueilli les épreuves de ski alpin des JO de Sotchi en 2014. Federica Brignone, 29 ans, a pris la tête du classement avec 1:25.33, devant sa compatriote Sofia Goggia (1:25.53) et la Suisse Joana Haehlen (1:25.67). Il s'agit de la quatorzième victoire en Coupe du monde de Brignone, sa quatrième de la saison, et sa troisième en super-G, après Soldeu 2016 et Bad Kleinkirchheim 2018.

Les épreuves de Sotchi se sont déroulées sans Mikaela Shiffrin, en route vers un quatrième gros globe de cristal consécutif mais qui a préféré faire l'impasse sur Rosa Khutor, comme l'année dernière, pour reprendre une semaine «off» pour se reposer et profiter d'un bon bloc d'entraînement.

La championne de 24 ans, qui compte six succès cette saison, est largement en tête du classement général de la Coupe du monde avec 370 points de plus que Brignone, sa plus proche poursuivante.

APS

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE TENNIS: Dahmani désigné au poste de président par intérim

Mohamed Dahmani, 1er vice-président de la Fédération algérienne de tennis (FAT), a été désigné par le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) au poste de président par intérim de l'instance fédérale en remplacement de Boualem Hadj-Ali, nommé par l'ancien ministre, a-t-on appris hier de l'intéressé.

«Je remercie le ministre Sid Ali Khaldi qui a étudié le recours du Bureau fédéral déposé auprès de son département après la décision de nomination de Hadj-Ali par l'ancien ministre Bernaoui.

Hadj-Ali était illégitime car il est membre et non pas 1er vice-président, poste qu'il a occupé jusqu'au 3 octobre 2019 quand je l'ai remplacé lors d'une réunion du Bureau fédéral, tout est confisqué dans le procès-verbal», a déclaré Dahmani à l'APS.

Cinq membres du Bureau fédéral de la FAT avaient adressé une correspondance à l'actuel ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi, en date du 7 janvier 2020, dans laquelle ils lui demandaient de leur accorder une audience.

Les concernés ne reconnaissent pas la nomination de Boualem Hadj-Ali par l'ancien ministre Raouf Salim Bernaoui qui avait suspendu «temporairement» le président Mohamed Bessaad pour



«mauvaise gestion». «Quand Bessaad a été suspendu temporairement, le Bureau fédéral a tenu une réunion extraordinaire le 26 décembre dernier lors de laquelle j'étais désigné selon l'article N.17

de nos statuts, mais par la suite nous apprenons la nomination de Hadj-Ali, annulant de fait notre décision prise dans le cadre des prérogatives du Bureau», a expliqué la même source. Avant

de conclure: «Hadj-Ali doit savoir qu'il demeure notre collègue et nous n'avons rien contre lui, mais la décision de sa nomination nous a surpris, ce qui nous a poussés à faire un recours».

LUTTE/CHAMPIONNATS D'AFRIQUE-2020:

«Faire mieux lors de la précédente édition»

Le président de la Fédération algérienne des luttes associées (FALA), Rabah Chebbah, a indiqué hier que les sélections algériennes prendront part aux championnats d'Afrique (cadets, juniors, seniors et féminine), prévus du 4 au 9 février à Alger, avec l'objectif de «faire mieux par rapport à la précédente édition» organisée à Hammamet, en Tunisie.

A l'occasion de cette compétition africaine organisée par la FALA sous le patronage du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), 480 personnes dont près de 400 athlètes de 24 pays seront présentes à Alger dans les trois styles (gréco-romaine, libre et féminine).

«L'objectif escompté à travers la participation de nos sélections nationales est de représenter dignement l'Algérie lors de cette manifestation continentale qui verra la présence de 24 pays, ce qui est déjà un record pour un tel événement, tout en essayant de décrocher le maximum de médailles devant de redoutables adversaires, notamment les Egyptiens et Tunisiens, sans oublier les Nigériens en lutte féminine», a déclaré Chebbah au forum de l'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA), organisé à la salle de conférences du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf (Alger).

Les pays ayant confirmé leur participation au rendez-vous d'Alger sont le Nigeria (21 athlètes), le Soudan (07), la République centrafricaine (09), l'Égypte (73), Madagascar (03), le Maroc (37), la Côte d'Ivoire (06), la Namibie (08), la Tunisie (57), l'Afrique du Sud (39), la Guinée-Bissau (05), le Ghana (01), le Sénégal (12), la Sierra Leone (06), le Burundi (02), le Burkina Faso (01), le Kenya (04), le Bénin (02), l'Angola (02), la Guinée (02), le Cameroun (02), le Congo (03) et le Liberia (03). L'Algérie, quant à elle, sera représentée par 90 athlètes, toutes catégories confondues: cadets (20 athlètes), cadettes (10), juniors garçons (20), juniors filles (10), seniors messieurs

(20) et seniors dames (10). Le président de la FALA a indiqué à cette occasion que son instance «a pris toutes les dispositions nécessaires pour garantir une organisation de haut niveau», déplorant en même temps «le manque de soutien des autorités, notamment l'ex-ministre de la Jeunesse et des Sports qui a privé notre instance d'une rallonge financière de l'ordre de 1,3 milliard de centimes, destinée à l'organisation de cet événement africain».

«Je pense que nous avons mobilisé tous les moyens humains et matériels pour offrir à nos lutteurs la meilleure préparation à travers l'organisation de stages au Centre de regroupement et de préparation des équipes nationales à Souidania (Alger), mais également en Roumanie, Bulgarie et Hongrie», a-t-il précisé.

Des minimes promis à «un bel avenir»

De son côté, le Directeur technique national (DTN) de la FALA, Idriss Haoues, a affirmé que les «lutteurs prendront part à cet événement africain pour décrocher des médailles dans toutes les catégories et styles».

«Notre objectif est de représenter dignement les couleurs nationales et ramener le maximum de médailles devant des lutteurs tunisiens et égyptiens habitués à jouer les premiers rôles dans ce genre de compétitions.

Nous avons sélectionné des athlètes de la catégorie des minimes avec l'équipe des cadets et ils auront leur mot à dire», a déclaré Idriss Haoues.

Selon lui, les sélections algériennes ont effectué plusieurs stages à Souidania pour préparer le rendez-vous africain dans les meilleures conditions et évaluer les capacités physiques de chaque lutteur.

«Le travail au sein de la direction technique ne s'est jamais arrêté et les sélections algériennes des différentes catégories sont toujours en regroupement,

ce qui a permis aux staffs techniques de corriger les lacunes constatées lors des précédentes compétitions.

Les seniors viennent de terminer leur stage en Bulgarie et ils sont totalement prêts pour le rendez-vous d'Alger», a-t-il ajouté.

Pour ce rendez-vous africain, les yeux seront braqués sur les plus connus, à savoir Fateh Benferdjallah, Merabet Abdelmalek et Mohamed Fardj, sans oublier Sid Azara Bachir, Adem Boudjemline et Fergat Abdelkrim, tous champions d'Afrique en titre dans leurs catégories respectives.

«Nous avons les cadres de la sélection nationale (seniors) qui peuvent ramener des médailles en vermeil à l'Algérie, eux qui ont participé aux Jeux africains-2019 au Maroc et Jeux méditerranéens de Tarragone en Espagne, sans oublier les cadets qui se sont illustrés lors de la dernière édition des championnats d'Afrique à Hammamet et qui vont profiter de cette compétition pour préparer les prochaines échéances dont les championnats du monde», a expliqué Haoues.

Le Comité exécutif de l'Union mondiale de lutte-Afrique (UWW-Afrique) tiendra en marge de la compétition africaine sa réunion annuelle, consacrée à la présentation du bilan moral de l'instance africaine.

Pour rappel, le président de l'UWW-Afrique, le Marocain Fouad Meskout, également délégué technique de l'instance mondiale, avait visité les installations hôtelières devant abriter cet événement ainsi que le Centre de préparation et de regroupement des équipes nationales à Souidania.

Les sélections algériennes de luttes associées (cadets, juniors, seniors et féminine) avaient terminé à la troisième place avec un total de 50 médailles (13 or, 21 argent et 16 bronze) lors de la précédente édition des Championnats d'Afrique organisée à Hammamet.

Brèves des fédérations sportives algériennes

Brèves recueillies par l'APS auprès des fédérations sportives algériennes :

● **VOLLEY-BALL** : Le tirage au sort des seizièmes et huitièmes de finale de la coupe d'Algérie (messieurs) aura lieu lundi (11h00) au siège de la Fédération algérienne de volley-ball à Beaulieu (Alger).

● **BADMINTON** : La Fédération algérienne de badminton organise un stage de formation de 2^e degré, du 4 au 11 février à la salle omnisports de Mohammadia (Alger), sous la direction de l'expert mauricien Dajee Annirao.

● **VOILE** : Une réunion de travail et coordination regroupera, samedi prochain à Alger-Plage (Alger), les arbitres nationaux avec les responsables des différentes Directions de la Fédération algérienne de voile, afin de discuter des mesures à prendre pour améliorer les conditions de travail des arbitres.

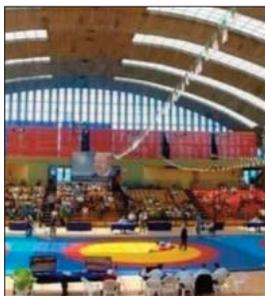
● **ÉCHECS** : La Fédération algérienne des jeux d'échecs organise, en collaboration avec la Ligue de wilaya de Tipasa, les demi-finales du championnat d'Algérie, dans toutes les catégories, du 3 au 9 février au niveau de la Maison de jeunes d'Aïn Tagourait.

Les demi-finales de la catégorie dames auront lieu, elles, à la Maison de jeunes de Tizi-Ouzou du 5 au 8 février.

● **HANDBALL (1)** : La Fédération algérienne de handball a informé les différents clubs de la prolongation de la période des transferts sous forme de prêt.

Initialement prévu pour le 31 janvier 2020, le dernier délai de cette opération est fixé à présent au 10 février 2020.

● **AIKIDO** : La Fédération algérienne



d'aïkido a organisé un stage technique national en prévision des examens de passage de grades, vendredi et samedi derniers à la salle omnisports Chateau-rouge des Eucalyptus (Alger).

● **KEMPO** : Dans l'optique de la mise sur pied de l'équipe nationale juniors de kempo, les commissions chargées de la prospection des athlètes ont entrepris leur mission à travers la mise en oeuvre d'un programme de travail au niveau de la salle omnisports de Sidi Rached (Tipasa).

● **AVIRON/CANOE KAYAK** : La Fédération algérienne des sociétés d'aviron et de canoë kayak a organisé, avec le concours de la direction de la protection civile de la wilaya d'Alger, une journée de formation et de sensibilisation dans le domaine des premiers secours, à l'intention des clubs de la Ligue de la wilaya d'Alger.

● **HANDBALL (2)** : Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi a transmis un message de félicitations à la Fédération algérienne de handball suite à l'obtention par l'équipe nationale de la troisième place au championnat d'Afrique des

nations-2020 disputé en janvier dernier à Tunis.

● **KUNG FU WUSHU** : La Fédération algérienne de kung fu wushu a dressé une liste de neuf techniciens qui ont postulé pour des postes d'entraîneur au sein des différentes sélections nationales.

Une fois les dossiers de candidature examinés, la Fédération communiquera les noms des coaches retenus.

● **KICK BOXING** : Le président de l'Union arabe de kick boxing, Bassel Echair, et les membres des différentes commissions de cette instance, ont transmis leurs condoléances à la Fédération algérienne de la discipline, suite au décès du champion algérien Ismail Mahieddine.

● **TENNIS DE TABLE** : La Fédération algérienne de tennis de table organise depuis le 24 janvier dernier à l'Ecole supérieure des sciences et de la technologie du sport de Dely Ibrahim (Alger) un stage de formation réservé aux entraîneurs exerçant à temps partiel.

● **ARTS MARTIAUX** : Un examen de passage de grades, spécialité Doshinki / Hapkijutsu a été organisé vendredi dernier au complexe sportif de Larba (Blida).

Organisé sous l'égide de la Fédération algérienne des arts martiaux, ce rendez-vous a été encadré par maître Boumediene Rguiba.

● **RUGBY** : Le secrétaire d'Etat chargé du sport d'élite, Noureddine Morceli, a reçu lundi dernier le président de la Fédération algérienne de rugby, Sofiane Benhacem.

Les deux hommes ont évoqué, lors de leurs entretiens, les prochaines échéances qui attendent les différentes sélections nationales de rugby.

JUDO Championnat national de judo (cadets): les judokas de la zone d'Alger dominant

Les judokas représentant la zone d'Alger ont remporté huit des 17 médailles d'or mises en jeu au championnat national de judo de la catégorie des cadets clôturé samedi à la salle omnisports Abdelaziz Barchi de Sétif au terme de trois jours de compétition.

Le président de la Fédération algérienne de judo (FAJ) Rachid Laras a relevé que les joutes ont révélé les capacités de nombre d'athlètes et les efforts consentis sur le terrain par les clubs.

Saluant la qualité de l'organisation assurée par la ligue de wilaya de la discipline et la direction de la jeunesse et sports, le même responsable a indiqué que 875 judokas représentant les 10 zones qui regroupent les 48 wilayas du pays ont pris part à la compétition.

L'entraîneur de la sélection nationale des cadets, Hocine Themar, a indiqué que le championnat a permis la découverte de talents chez les moins 50 kg et de confirmer la domination des éléments de la sélection nationale des 60 kg et 73 kg.

Médailles d'or garçons :

- 46 kg : Wassim Mikhalif (Alger)
- 50 kg : Abdelhakim Benssaoud (communauté algérienne en France)
- 55 kg : Dia-Eddine Wissam (Oran)
- 60 kg : Salah Aymène ould Saïdi (Alger)
- 66 kg : Abderrahmane Attallah (Alger)
- 73 kg : Arselane Benhoua (Alger)
- 81 kg : Ahmed Bencheta (Oran)
- 90 kg : Zakaria Benattia (Oran)
- + 90 kg : Deyeddine Bouchaker (Constantine)

Médailles d'or filles :

- 40 kg : Yasmine Yadi (Tizi Ouzou)
- 44 kg : Loubna Nédjaj (Alger)
- 48 kg : Hala Zerouk (Alger)
- 52 kg : Melissa Kechout (Tizi Ouzou)
- 57 kg : Missad Kaci (Tizi Ouzou)
- 63 kg : Cheyma Kadour (Alger)
- 70 kg : Dehia Benchellal (Tizi Ouzou)
- + 70 kg : Bouchra Belinda (Alger).

CHAMPIONNAT RÉGIONAL À SOUK AHRAS : Victoire d'Abdeslam Sahraoui et Abir Refass

Les coureurs Abdeslam Sahraoui de l'Olympique de Batna chez les messieurs et Abir Refass de l'équipe de la protection civile de Souk Ahras chez les dames ont remporté les titres du championnat régional de cross-country disputé samedi à Souk Ahras par 820 athlètes de l'Est du pays. Cette course, organisée dans la région de Sétif Bouamaaraf dans la commune de Taoura, est qualificative pour le championnat national prévu le 29 février à Oran qui sera à son tour qualificatif pour le championnat d'Afrique de cross-country (séniors et juniors) annoncé pour avril prochain à Lomé (Togo). 820 athlètes des catégories minimes, cadets, juniors et séniors des six wilayas d'El Oued, Tébessa, Biskra, Khenchela, Batna et Souk Ahras ont participé cette compétition athlétique régionale.

Résultats :

Séniors messieurs :

- 1- Abdeslam Sahraoui (Olympique Batna)
- 2- Bassi Oussama (Olympique Batna)
- 3- Djaafar El-Amri (Taradji Sidi Khaled, Biskra)

Séniors dames :

- 1- Abir Refass (protection civile Souk Ahras)
- 2- Lyna Segni (protection civile Souk Ahras)
- 3- Houria Messaoudi (Amel Barika, Batna)

Cadettes :

- 1- Chaïma-Khouloud Bouzegza (Etoile sportive Souk Ahras)
- 2- Maïssaa Aouass (Machaal Tébessa)
- 3- Aya Khelaf (club sportif Khenchela)

Cadets :

- 1- Khaled Ouakid (Equipe Souk Ahras)
- 2- Zoubir Mekahela (Machaal Tébessa)
- 3- Hadj Kheiredine (Etoile Sidi Khaled, Biskra)

Juniors filles :

- 1- Samia Djediat (Olympique Tébessa)
- 2- Mounia Beda (Jeunesse Oued Taga, Batna)
- 3- Amel Mimchi (Olympique Tébessa)

Juniors garçons :

- 1- Kamel Djerrou (Afak Tébessa)
- 2- Khaled Ferhat (Afak Tébessa)
- 3- Salah-Eddine Benomsat (Olympique Batna).

LIGUE 1 (16^E JOURNÉE): L'ASO Chlef et le NC Magra se neutralisent (0-0)

L'ASO Chlef et le NC Magra se sont neutralisés (0-0), en match comptant pour la 16^e journée du Championnat de Ligue 1 de football, disputé samedi au stade Mohamed-Boumezzrague de Chlef.

A l'issue de ce match nul, l'ASO Chlef (18 points) et le NC Magra (17 pts) sont toujours sous la menace de la relégation, en occupant respectivement les 13^e et 14^e places du classement. Un peu plus tôt, le CS Constantine et la JS Saoura ont également fait match nul 2 à 2. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Daouadj (9', 22') pour la JS Saoura, alors que Balegh (56', 78') a permis au CS Constantine de revenir de loin.

A l'issue de ce match nul, le CS Constantine (23 points) occupe la 5^e place du classement, alors que la JS Saoura (20 pts) rejoint provisoirement l'ES Sétif et le MC Oran au 8^e rang. En ouverture de la 16^e journée, l'AS Ain M'lila s'est imposée devant le MC Alger 1 à 0, grâce au but de Si Amar à la 90^e minute.

A la faveur de cette victoire, l'AS Ain M'lila (22 points) rejoint provisoirement l'USM Bel-Abbès à la 6^e place du classement, alors que le MC Alger (27 points) reste scotché au 2^e rang. Avant cette nouvelle défaite des Rouge et Vert, les supporters du MC Alger ont une nouvelle fois exprimé leur mécontentement en défilant dans la matinée de ce samedi à Alger, pour demander le départ de la Sontrach, l'actionnaire majoritaire du club algérois.

Les autres rencontres de la 16^e journée sont prévues selon le programme suivant :

- AS Ain M'lila - MC Alger 1-0
- CS Constantine - JS Saoura 2-2
- ASO Chlef - NC Magra 0-0
- USM Bel-Abbès - MC Oran en cours
- Lundi 3 février :**
- CR Belouizdad - CABB Arréridj 16h00
- Mardi 4 février :
- ES Sétif - USM Alger 17h00
- Mercredi 5 février :**
- JS Kabylie - NA Hussein-Dey 18h45
- Jeudi 6 février :**
- Paradou AC - US Biskra 17h00

Classement :	Pts	J
1). CR Belouizdad	29	15
2). MC Alger	27	16
3). JS Kabylie	24	15
-). USM Alger	24	15
5). CS Constantine	23	16
6). USM Bel-Abbès	22	15
-). AS Ain M'lila	22	16
8). ES Sétif	20	15
-). MC Oran	20	15
-). JS Saoura	20	16
11). CABB Arréridj	19	15
12). Paradou AC	18	15
-). ASO Chlef	18	16
14). NC Magra	17	16
15). NA Hussein-Dey	15	15
16). US Biskra	14	15

Le MCO remporte le derby de l'Ouest devant l'USMBA (2-1)

Le MC Oran a réalisé une excellente opération en allant battre en déplacement l'USM Bel-Abbès (2-1) dans le derby de l'Ouest disputé samedi pour le compte de la 16^e journée du Championnat de Ligue 1 de football. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Saad contre son camp (4^e) et Nadji (63^e) pour les visiteurs, tandis que Litt avait remis entre-temps les pendules à l'heure à la 45^e minute de jeu. Grâce à ce succès, les «Hamraoua» se hissent provisoirement à la 5^e place en compagnie du CS Constantine avec 23 points, tandis que l'USMBA glisse au 7^e rang avec 22 unités, ex aequo avec l'AS Ain M'lila.

FUTSAL : Deux stages de formation pour les entraîneurs (FAF)

Deux stages de formation au profit des entraîneurs de futsal seront organisés par la Direction technique nationale (DTN) de la Fédération algérienne de football (FAF) au Centre technique régional de Sidi Bel-Abbès, a indiqué l'instance fédérale sur son site. Le premier stage de formation, programmé du 20 au 24 février, sera destiné aux candidats qui ont obtenu le certificat "base futsal", alors que le second, prévu juste après (25-29 février) concernera une nouvelle promotion d'entraîneurs de futsal qui ont déjà un diplôme en football, a expliqué la FAF, précisant que les places pour ce second stage sont limitées. La Direction technique nationale a fixé les frais de participation aux stages à un montant de 20.000 DA.

LIGUE DES CHAMPIONS: L'Algérien Aribi (ES Sahel) reste en tête du classement des buteurs

L'attaquant algérien Karim Aribi, buteur samedi avec l'Etoile du Sahel lors du succès face à Platinum FC (Zimbabwe) 2-0, a conservé sa première place au classement des buteurs de la Ligue des champions d'Afrique, tout en permettant à son club de se qualifier aux 1/4 de finale de la compétition.

Alors qu'il y avait une lutte à trois dans ce groupe B, en compagnie d'Al Ahly du Caire et d'Al Hilal Omdurman, l'Algérien, qui s'est procuré deux occasions en première période - d'abord de la tête puis en fonçant balle au pied vers le gardien - a ouvert le score en début de deuxième mi-temps en plaçant une tête imparable sur un centre d'Ilheb M'sakni (48e).

Il tentera ensuite un retourné acrobatique mais la balle termine dans les mains du gardien. A la 72e minute, Baayou ajoute un second but sur un autre centre du frère cadet de Youcef M'sakni.

Victoire 2-0 pour l'ES Sahel qui termine en tête, devant Al Ahly d'un point et Al Hilal de deux points. Avec 10 buts inscrits en sept matchs, Karim Aribi (25 ans) devance de trois unités le Congolais du TP Mazembe, Jackson Muleka.

L'attaquant algérien de l'ES Sahel avait déclaré à plusieurs reprises que l'objectif de son équipe était «d'aller le plus loin possible en Ligue des champions d'Afrique». Transfuge du DRB Tadjenanet (actuellement en Ligue 2 algérienne de football), Karim Aribi s'était engagé l'année passée avec l'ES Sahel pour un contrat de quatre saisons.

Résultats et classement à l'issue des matchs de la 18e journée du championnat amateur de football, groupe Ouest, disputés jeudi et samedi.

US Remchi - MCB Oued Sly	1 - 0
JSM Tiaret - CR Témouchent	1 - 1
SKAF Khemis - USMM Hadjout	1 - 0
MB Hassasna - GC Mascara	1 - 0
SA Mohammadia - ASB Maghnia	1 - 0
RCB Oued Rhiou - CS Ain Defla	0 - 0
SCM Oran - IRB El Kerma	1 - 2
ES Mostaganem - CRB Ben Badis	2 - 2

Classement :	Pts	J
1. CR Témouchent	39	18
2. MCB Oued Sly	30	18
3. RCB Oued Rhiou	27	18
- SC Ain Defla	27	18
- US Remchi	27	18
6. IRB El Kerma	26	18
7. USMM Hadjout	24	18
- CRB Ben Badis	24	18
9. SKAF Khemis	23	18
10. ES Mostaganem	22	18
11. ASB Maghnia	21	18
12. GC Mascara	20	18
- JSM Tiaret	20	18
- MB Hassasna	20	18
15. SCM Oran	19	18
16. Mohammadia	18	18.

LIGUE DES CHAMPIONS (DERNIÈRE JOURNÉE/GROUPE D): La JS Kabylie l'emporte pour l'honneur devant l'ES Tunis (1-0)

La JS Kabylie a battu l'ES Tunis sur le score de (1-0), (mi-temps 0-0) en match comptant pour la 6e et dernière journée de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football (Groupe D), disputé samedi au stade du 1er novembre de Tizi-Ouzou.

L'unique but de la partie a été l'oeuvre de Hamroun (56e) pour la JSK. Cette victoire acquise devant le double tenant du titre, permet aux Canaris de prendre la 3e place derrière l'ES Tunis et le Raja Casablanca (11 pts) pour chaque équipe, alors que l'AS Vita (RD Congo) termine à la 4e place avec 4 points.

L'autre match du groupe D a vu la victoire du Raja devant l'AS Vita-Club (1-0). L'ES Tunis et le Raja Casablanca avaient assuré leur qualification pour les quarts de finale avant cette dernière journée.

Le second représentant algérien dans cette compétition, l'USM Alger (Groupe C), a été tenue en échec à Alger, par son homologue angolais, Petro Atletico (2-2), après avoir mené par (2-0). Les Usmistes étaient déjà éliminés de la compétition. Ils terminent à la 4e place du groupe C avec 3 points.

APS

FRANCE: Paris écrase Montpellier, Monaco se saborde

Le Paris SG a écrasé Montpellier (5-0), samedi lors de la 22e journée du Championnat de France, confortant provisoirement sa place de leader avant le déplacement de son dauphin Marseille à Bordeaux, hier (20h00 GMT), tandis que Monaco s'est incliné à Nîmes (2-1) après avoir mené au score.

Après l'ouverture du score de Pablo Sarabia (8e) et l'exclusion du gardien montpellierain Dimitry Bertaud (18e), les Parisiens, en supériorité numérique, ont ensuite alourdi la marque par Angel Di Maria (41e), un but contre son camp de Daniel Congré (45e), Kylian Mbappé (57e) et Layvin Kurzawa (65e).

Thomas Tuchel a profité du large score pour faire souffler en fin de match ses cadres Marco Verratti, Sarabia et Mbappé, à moins de trois semaines du déplacement à Dortmund en Ligue des champions.

Un choix qui n'a pas du tout plu au champion du monde français qui a eu une vive explication avec son entraîneur en sortant du terrain.

A Nîmes, Wissam Ben Yedder, auteur de son 15e but de la saison en Championnat de France, pensait avoir mis l'ASM sur le chemin de la victoire.

Mais comme trop souvent cette saison,



Monaco (13e, 29 pts) s'est sabordé de manière inexplicable.

Après l'égalisation de Florian Miguel (27e), Monaco a perdu ses nerfs, à l'image de Tiémoué Bakayako, exclu pour un mauvais geste, et Gelson Martins, lui aussi sanctionné d'un carton rouge dans la foulée, pour avoir bousculé l'arbitre (32e).

Romain Philippoteaux (62e) puis Pablo Martinez (79e) ont inscrit les buts de la victoire pour les Nîmois.

Les rêves de podium

s'éloignent pour Monaco. L'autre événement de la soirée est le nul de Toulouse à Amiens (0-0).

Un point devenu si rare après 11 défaites de rang en championnat.

Le TFC (20e, 13 pts) reste toutefois lanterne rouge avec six points de retard sur son adversaire, barragiste.

Dans la course au podium, Lille (4e, 34 pts) a souffert sur la pelouse de Strasbourg mais a fini par mettre fin à sa série de trois défaites de rang en L1

pour arracher un succès précieux (2-1). C'est Victor Osimhen sur pénalty (80e) qui a offert la victoire à son équipe en fin de match.

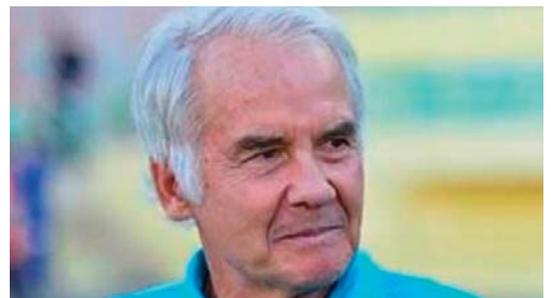
Reims (7e, 32 points), qui a renversé Angers après avoir été longtemps mené au score (4-1), consolide sa présence dans le haut du classement. En bas de tableau, Dijon, vainqueur de Brest (3-0), a quitté la zone rouge pour pointer à la 16e place du classement et réaliser la bonne opération de la soirée.

TIZI-OUZOU: La JSK a réalisé «une victoire méritée»

La JS Kabylie a réalisé «une victoire méritée» en battant l'ES Tunis (1-0) samedi au stade du 1er novembre de Tizi-Ouzou, en match comptant pour la 6e et dernière journée de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football (Groupe D), a estimé l'entraîneur intérimaire du club, Jean Yves Chay.

S'exprimant lors d'un point de presse à l'issue de la rencontre, M.Chaya tenu à féliciter l'entraîneur adjoint Mourad Karouf pour «ses choix» et «l'ensemble de l'effectif du club», qui a fait ce qu'il fallait et permis cette victoire méritée, malgré l'élimination des Canaris qui quittent la compétition.

Il a réitéré que l'objectif tracé par la direction du club dans



cette compétition continentale a été «atteint en se qualifiant à cette phase de poules, qui a permis aux jeunes joueurs de s'aguerrir et d'acquérir une expérience qui leur servira dans l'avenir». De son côté, l'entraîneur de l'ES Tunis, qui enregistre

sa première défaite depuis 20 matchs lors de cette compétition, Mouine Chaabani, a exprimé sa «satisfaction» du résultat de la rencontre indiquant que «l'important est la santé des joueurs» et qu'il est là «pour travailler sur le long terme».

EURO-2020: Les "Diabes Rouges" resteront en Belgique durant le tournoi

La Belgique, qui affrontera la Russie (13 juin), le Danemark (18 juin) et la Finlande (22 juin) au premier tour de l'Euro-2020, aura son camp de base à Tubize (ouest de Bruxelles) durant le tournoi, a offici-

cialisé hier l'UEFA. D'abord envisagée, l'option d'un stage en Norvège avant le tournoi n'a pas été retenue, le but étant de passer un maximum de temps à Tubize, selon la Fédération belge de football

(URBSFA). Eden Hazard et ses équipiers devraient disputer quatre matches de préparation avant l'Euro, notamment lors d'un tournoi au Qatar (fin mars) face au Portugal et à la Suisse. Bruxelles, siège

des principales institutions européennes, était candidate pour accueillir des matches de l'Euro-2020.

Mais, faute de stade répondant aux normes de l'UEFA, l'idée n'a pu être retenue.

UNITED SIGNE LE JEUNE GARDIEN NATHAN BISHOP

Le club a annoncé la signature du gardien de but de Southend United pour un montant qui n'a pas été dévoilé. Le joueur âgé de 20 ans a joué 17 rencontres cette saison avec l'équipe de League One (troisième division) qui est classée 22ème sur 23, avec la plus mauvaise défense de la ligue (70 buts encaissés en 28 rencontres). Il devrait rejoindre les équipes de jeunes du club.



Courbis dézingue Mbappé

Rolland Courbis a réagi au mouvement d'humeur manifesté par Kylian Mbappé (21 ans), lors de son remplacement par Thomas Tuchel. Il ne s'est pas montré tendre avec l'international français. "Ce n'est pas la première fois qu'il dérape. Quand tu prends une carrière de bavard, tu as plus de chances de dire des conneries. Chaque fois il commente. Au Ballon d'Or (aux trophées UNFP, NDLR), il a pris la parole pour mettre le doute sur son avenir au Paris Saint-Germain, mais on s'en fout à ce moment-là", a lâché le consultant sur les ondes de RMC. "Le calcul d'un garçon de vingt ans" Et d'ajouter : "Une carrière de bavard c'est de vouloir exister à tout moment. Cette fois il a chuchoté, mais encore une fois il a parié. Nous n'avons pas besoin de voir cette discussion entre un coach et un joueur, aussi talentueux soit-il, quand tu mènes cinq à zéro et qu'il reste vingt minutes à jouer contre Montpellier. Je vois dans cette attitude le calcul d'un garçon de vingt ans." La petite colère de l'attaquant du PSG fait évidemment beaucoup parler.

180 M€ offerts à Liverpool pour Van Dijk ?

Et si Virgil van Dijk quittait le Liverpool FC l'été prochain, après avoir tout gagné ?

Taulier défensif des Reds de Liverpool depuis janvier 2018, Virgil van Dijk pourrait être tenté par un départ l'été prochain. Celui qui, après avoir notamment soulevé la Ligue des champions au printemps dernier, devrait conquérir la Premier League au terme de l'exercice 2019-2020, aurait en tout cas de réelles opportunités de changer d'air.

D'après le Daily Mail, la Juventus, persuadée que l'international néerlandais pourrait avoir envie d'un nouveau challenge dans les mois à venir, pourrait proposer 180 millions d'euros afin de faire venir le Batave dans le Piémont. L'ancien joueur de Southampton, lâché contre 84 M€ par les Saints, pourrait ainsi redevenir le défenseur le plus cher de l'histoire, puisque Harry Maguire lui est depuis passé devant dans ce classement singulier, l'international anglais étant passé de Leicester City à Manchester United contre 89 M€ l'été dernier.

Benzema offre le derby au Real !

Jour de derby en Espagne, et le Real Madrid a battu l'Atletico Madrid (1-0) ce samedi, lors de la 22e journée de Liga. Dans une rencontre très rythmée et sous tension, comme à son habitude, les Merengues l'ont emporté et confortent leur place de leaders. Après un premier acte fermé et marqué par un contact litigieux entre Casemiro et Morata dans la surface du Real, le bon coaching de Zinedine Zidane faisait la différence. Et la Maison Blanche prenait l'avantage grâce à ses Français. Sur un excellent centre de Mendy, omniprésent face aux Colchoneros, Benzema trompait Oblak d'un plat du pied parfait (56e). Forte de ce succès, la bande à Varane prend provisoirement six points d'avance sur le Barça et continue sa belle série avec cette quatrième victoire de rang en championnat. Avec ce nouveau revers, l'Atletico reste coincé à la 5e place, à 13 points de son voisin madrilène.



Angelino prêté à Leipzig

Peu utilisé par l'entraîneur de Manchester City Pep Guardiola sur la première partie de la saison, le latéral gauche Angelino (23 ans, 12 matchs toutes compétitions cette saison) va renforcer le RB Leipzig | Dans la dernière ligne droite du mercato d'hiver en Allemagne (fermeture à 18h), le club allemand a officialisé l'arrivée en prêt de l'Espagnol jusqu'au terme de la saison.

ENCORE UN RECORD POUR CRISTIANO RONALDO !

En ouvrant le score sur penalty contre la Fiorentina (1-0), Cristiano Ronaldo a égalé un nouveau record en Serie A : celui de marquer sur neuf matchs consécutifs. Cristiano Ronaldo a décidément accéléré le mouvement en 2020, et continue de voler de record en record. Ce dimanche, le Portugais a inscrit l'ouverture du score de la Juventus Turin contre la Fiorentina, en Serie A. Il a ainsi égalé un record établi par David Trezeguet en marquant durant... neuf matchs consécutifs.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général
Abdelmajid CHERBAL

Directeur de la rédaction
Abdelmajid TAREB

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ARMÉE

Le général-major Chanegriha en visite de travail lundi à la 6^e RM à Tamanrasset

Le général-major Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) par intérim, effectuera, à partir d'aujourd'hui, une visite de travail et d'inspection à la 6^e Région militaire à Tamanrasset, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Lors de cette visite, le général-major Chanegriha "procèdera à l'inspection de plusieurs unités et tiendra des réunions d'orientation avec les cadres et les personnels des unités de la 6^{ème} Région militaire", précise-t-on de même source.

ENTRETIEN AVEC ERDOGAN :

Des propos attribués au Président Tebboune sur l'histoire de l'Algérie sortis de leur contexte

L'Algérie s'est dit surprise de la déclaration faite par le Président turc, Recep Tayyip Erdogan dans laquelle "il attribue au Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune des propos sortis de leur contexte sur une question liée à l'histoire de l'Algérie", a indiqué samedi un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

"L'Algérie a été surprise par la déclaration faite par le Président turc, Recep Tayyip Erdogan dans laquelle il attribue au Président de la République des propos sortis de leur contexte sur une question liée à l'histoire de l'Algérie", précise-t-on de même source. "A titre de précision, l'Algérie affirme que les questions complexes liées à la mémoire nationale, qui revêt un caractère sacré pour le peuple algérien, sont des questions extrêmement



sensibles. De tels propos ne concourent pas aux efforts consentis par l'Algérie et la France pour leur règlement", conclut le communiqué.

ALGÉRIE-TURQUIE

Signature "prochaine" d'une Convention entre les universités Constantine3 et Konya (Turquie) pour optimiser l'échange scientifique

Une convention de coopération entre l'université Salah-Bounbinder (Constantine3) et celle de Konya (Turquie) sera "ultérieurement" signée pour favoriser l'échange scientifique entre étudiants et professeurs dans divers domaines d'étude, a révélé hier le recteur de l'université Constantine3, Ahmed Bouras. Le domaine de coopération touchera à diverses spécialités d'enseignement supérieur, dont la diplomatie numérique et les techniques de la communication diplomatique, a souligné le même responsable en marge des travaux d'un séminaire international portant sur "La diplomatie numérique : réalité et défis", organisé à l'initiative de la faculté des sciences politiques de l'université

l'université Salah Bounbinder. Cette convention de coopération, devant être signée en prévision de l'université d'été, permettra également de faciliter les séjours d'étude et de formation aux étudiants et professeurs des deux pays, a souligné le même responsable qui a mis l'accent sur l'importance de ce genre de coopération dans la valorisation du rendement universitaire national. Des ateliers de formation en langue turque seront parallèlement ouverts à l'université Salah Bounbinder pour "rentabiliser au maximum" cette convention de coopération qui s'inscrit dans le cadre des efforts de développement de l'université algérienne, a-t-il dit.

LIGUE ARABE

Bladehane réitère le soutien "inconditionnel" de l'Algérie au droit du peuple palestinien à l'établissement de son Etat avec Al-Qods comme capitale

Le secrétaire d'Etat chargé de la communauté nationale et des compétences à l'étranger, Rachid Bladehane a réitéré samedi depuis Le Caire (Egypte), le soutien "inconditionnel" de l'Algérie au droit du peuple palestinien au recouvrement de tous ses droits nationaux légitimes et à l'établissement de son Etat sur les frontières du 4 juin 1967, avec Al-Qods comme capitale. Dans son allocution lors de la session extraordinaire du Conseil de la Ligue arabe au niveau ministériel, M. Bladehane a déclaré: "je saisis cette occasion pour réitérer le soutien inconditionnel de mon pays au droit du peuple palestinien frère au recouvrement de tous ses droits légitimes et à l'établissement de son Etat sur les frontières du 4 juin 1967, un Etat d'un seul tenant doté d'une souveraineté à part entière avec Al-Qods comme capitale, et ce conformément aux références internationales convenues et aux résolutions pertinentes de la légitimité internationale" Il a affirmé, à cet égard, que le caractère délicat de la conjoncture actuelle "exige" de mettre sur pied un plan "aux contours clairs" pour agir en faveur de la défense des droits palestiniens légitimes, un plan, a-t-il dit, qui doit être centré en premier lieu sur "la réorganisation du front intérieur palestinien" par le banissement de la discorde pour la mise en œuvre "urgente" de la réconciliation nationale palestinienne. Appelant au nom de l'Algérie, gouvernement et peuple, les frères Palestiniens à aller de l'avant dans ce processus afin de "faire face aux défis qui les attendent", M. Bladehane s'est dit confiant quant à la "conscience des palestiniens des sacrifices à

consentir pour la restitution de la patrie occupée et le recouvrement de la liberté confisquée". Par ailleurs, M. Bladehane a affirmé que l'Algérie prenait acte "avec regret" les développements dangereux de la situation dans les territoires arabes occupés en raison du blocage du processus de paix et les violations répétées et systématiques commises à l'encontre des fondements juridiques et légaux de cette cause juste. Ces violations ont compliqué davantage la situation et ramené les efforts de règlement au point de départ, faisant fi des opportunités de rétablissement de la stabilité dans le Moyen-Orient, a-t-il ajouté. L'adoption de la politique du fait accompli lorsqu'il s'agit des droits du peuple palestinien et le parti pris flagrant pour l'occupant israélien "n'aboutiront jamais comme ce fut le cas pour les initiatives précédentes", a souligné M. Bladehane, ajoutant que cette question ne saurait être réglée sans l'association des palestiniens, notamment quand il s'agit d'une solution contre leurs intérêts. Au terme de son allocution, M. Bladehane a indiqué que les derniers développements de la cause centrale des Arabes "exigent de revoir avec sérieux et responsabilité, le rôle et la place de notre organisation régionale dans la défense des droits des peuples arabes et leurs causes justes, et ce à travers la relance des réformes de ce système de manière à lui permettre de renouer avec la solidarité arabe, seul moyen susceptible d'intensifier les efforts afin de mettre un terme à la souffrance du peuple palestinien et de le soutenir dans la défense de ses droits et la concrétisation de ses aspirations, à savoir, vivre en paix sur son territoire".

ÉPIDÉMIE DE CORONAVIRUS

Un avion algérien en direction de la Chine pour rapatrier 36 Algériens établis à Wuhan

Un avion algérien a décollé hier à l'aube à destination de la Chine pour rapatrier 36 Algériens établis dans la ville de Wuhan, a indiqué hier un communiqué de la Présidence de la République. «Un avion algérien a décollé dimanche à l'aube vers la République populaire de Chine pour rapatrier des ressortissants algériens résidant à Wuhan, dont le nombre est de 36, majoritairement des étudiants. Le président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune avait ordonné leur rapatriement afin de préserver leur santé. Dix Tunisiens seront à bord du même avion à son retour, à la demande des autorités de leur pays», précise la communiqué. «L'avion transporte un don de l'Algérie pour aider les autorités locales chinoises à faire face à la propagation de la fièvre du nouveau coronavirus dans la province de Hubei», a ajouté la Présidence de la République, précisant que ce don est composé de «500.000 masques à trois couches, 20.000 lunettes de protection et 300.000 gants».

ment afin de préserver leur santé. Dix Tunisiens seront à bord du même avion à son retour, à la demande des autorités de leur pays», précise la communiqué. «L'avion transporte un don de l'Algérie pour aider les autorités locales chinoises à faire face à la propagation de la fièvre du nouveau coronavirus dans la province de Hubei», a ajouté la Présidence de la République, précisant que ce don est composé de «500.000 masques à trois couches, 20.000 lunettes de protection et 300.000 gants».

Le Président Tebboune ordonne le rapatriement des ressortissants mauritaniens établis à Wuhan

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, hier, le rapatriement vers Alger des ressortissants mauritaniens établis dans la ville chinoise de Wuhan à bord du même avion dépeché pour rapatrier les ressortissants algériens suite à la propagation du coronavirus dans ce pays, indique un communiqué de la Présidence de la République. «A la demande des autorités mauritaniennes, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné dimanche le rapatriement vers Alger des ressortissants mauritaniens établis dans la

ville chinoise de Wuhan, suite à la propagation du coronavirus dans la province de Hubei», précise la même source. «Le Président de la République avait ordonné le rapatriement des ressortissants algériens, dont la majorité sont des étudiants, établis à Wuhan», rappelle la même source. «Les ressortissants mauritaniens seront évacués à bord du même avion devant rapatrier des ressortissants tunisiens et libyens à la suite de la demande des autorités de leurs pays respectifs», conclut le communiqué de la Présidence.

La Chine adresse ses "sincères" remerciements à l'Algérie pour les aides fournies

La Chine a adressé hier "ses sincères remerciements" à l'Algérie pour les aides médicales urgentes fournies aux autorités locales pour faire face à la prolifération du nouveau coronavirus dans la ville de Wuhan, a indiqué un communiqué de l'ambassade de Chine à Alger. La Chine a adressé ses remerciements à l'Algérie qu'elle a qualifiée de "véritable ami", pour les aides médicales urgentes fournies. "Ces importantes aides constituent la meilleure preuve de l'amitié historique profonde qui lie les deux peuples", ajoute le communiqué. La Chine s'est félicitée des "fortes relations d'amitié" qui la lie à l'Algérie, exprimant sa disponibilité d'œuvrer pour le renforcement de la coopération bilatérale avec l'Algérie dans divers domaines, précise le document. Un avion algérien a décollé, dimanche à l'aube, à destina-

tion de la République populaire de Chine pour rapatrier les 36 ressortissants algériens établis à Wuhan, majoritairement des étudiants. Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait ordonné leur rapatriement afin de préserver leur santé. Dix Tunisiens seront évacués à bord du même avion, à la demande des autorités de leur pays, avait indiqué un communiqué de la Présidence de la République. "A la demande des autorités libyennes, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a ordonné, dimanche, le rapatriement à Alger des étudiants libyens de la ville chinoise de Wuhan à bord du même avion devant rapatrier les étudiants algériens et tunisiens. "Le don comprend 500.000 masques à trois couches, 20.000 lunettes de protection et 300.000 gants", selon la même source.

RELIGION

Le Conseil supérieur des Sciences et de la Culture de la Grande mosquée de Paris installé

Le Conseil supérieur des Sciences et de la Culture (CSSC) de la Grande Mosquée de Paris a été installé, a indiqué hier un communiqué du Conseil.

Le recteur de la Grande mosquée de Paris, Chems-eddine Hafiz, a procédé à l'installation de ce Conseil et désigné le professeur Ahmed Djebbar président du CSSC, en le chargeant de constituer une équipe de compétences reconnues autour de lui pour mener à bien les actions dont ils auront la charge.

Ce Conseil a notamment pour mission de "faire connaître les apports de la civilisation islamique dans les domaines scientifiques et culturels, le vécu des sociétés musulmanes contemporaines, et les relations entre l'espace musulman et les autres espaces confessionnels ou culturels", précise la même source, ajoutant que "cela pourra se concrétiser dans un premier temps par un cycle mensuel de conférences à la Mosquée de Paris +Les Mercredis du Savoir+".

"La mise en place d'une formation complémentaire en direction des différents agents du culte musulman qui officient en France est également au programme du CSSC et portera sur le contenu du patrimoine culturel et scientifique de la civilisation islamique et son rôle dans le dialogue inter-culturel et inter-religieux", conclut le communiqué.